

sem 20 -2018

| | |
|---|----|
| ariège..... | 2 |
| Conflens, France : La CGT et les chasseurs unis pour l'exploitation et l'industrie de guerre – 9 mai..... | 2 |
| briançon..... | 3 |
| Chroniques d'une mort annoncée..... | 3 |
| La frontière tue. La militarisation est son arme..... | 4 |
| Hautes-Alpes: Collomb envoi des renforts, un mort !..... | 5 |
| canada..... | 6 |
| Cedar Hopperton, accused in Locke Street vandalism, gets bail..... | 6 |
| Hamilton orders removal of anarchy symbol, calling it 'hate material'..... | 6 |
| Not a hate crime, police say..... | 7 |
| Symbol's origins are complicated..... | 7 |
| creusot..... | 8 |
| Le Creusot, France : Banque et assurances perdent leurs vitres..... | 8 |
| france..... | 8 |
| Des mauvais moments pour les bleus (mi-mai 2018)..... | 8 |
| Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace [MAJ 25/04]..... | 11 |
| Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 2..... | 12 |
| Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 3..... | 13 |
| Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 4..... | 13 |
| gap..... | 14 |
| [Gap] 18 mai : Rassemblement contre l'industrialisation, l'administration et la normalisation de l'agriculture..... | 14 |
| geneve..... | 14 |
| Genève, Suisse : Attaques en série contre les profiteurs de l'exploitation animale..... | 14 |
| hambourg..... | 16 |
| NoG20 German state delivers lists with 24 G20 “suspects” to 15 European countries..... | 16 |
| lesbos..... | 16 |
| Les violences sont permanentes sur l'île de Lesbos (avril-mai 2018)..... | 16 |
| lille..... | 18 |
| Lille : Stop au spécisme..... | 18 |
| Lille : Stop au spécisme – épisode 2..... | 19 |
| lisieux..... | 20 |
| Lisieux (Calvados) : Bordel sur le chantier..... | 20 |
| marseille..... | 20 |
| Grosse mobilisation en gare, partiels annulés ce lundi 14..... | 20 |
| Notes..... | 21 |
| Hérault, France : Les flux de télécommunication sous le feu des critiques ? 9 mai..... | 21 |
| montreal..... | 22 |
| Deux statues de la reine Victoria sont vandalisées à Montréal..... | 22 |
| Prison pour migrant-e-s : une bande anti-construction libère des milliers de criquets dans les bureaux d'architectes..... | 23 |
| nantes..... | 25 |
| Nantes: Répression du mouvement étudian..... | 25 |
| paris..... | 26 |
| Champigny-sur-Marne, France : Sale temps pour la flicaille | 26 |
| INVITATION à ACTION en soutien à la lutte à BURE contre le projet de poubelle nucléaire - vendredi 18 mai..... | 27 |
| Tolbiac, révolte-toi ! retour sur un mois d'occupation..... | 28 |
| Tolbiac, révolte-toi ! retour sur un mois d'occupation..... | 28 |
| Notes..... | 32 |
| Paris : Un tag... sur la devanture de la Préfecture..... | 33 |
| Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne) : Serait-il le premier acte d'une opposition aux JO de Paris ?..... | 33 |
| Assemblée Générale anti-autoritaire, illégitime et sauvage..... | 33 |
| [1er mai] Fiché-es donc... libéré-es ?..... | 34 |
| Val-d'Oise : Le monde virtuel, pas si virtuel que ça..... | 35 |
| Construire la sororité dans la lutte - appel à action..... | 35 |
| poitiers..... | 37 |
| Poitiers : Tractopelle incendiée – pas vus, pas pris !..... | 37 |

| | |
|---|----|
| rome..... | 37 |
| Rome, Italy – Bugs found..... | 37 |
| rouen..... | 38 |
| Legal Team VS URSSAF..... | 38 |
| sivens..... | 38 |
| Justice pour Rémi suite et fin..... | 38 |
| toulouse..... | 41 |
| Récit d’une évacuation de fac..... | 41 |
| Toulouse, France : Rien n’a changé à Seysses..... | 42 |
| Communiqués : Guilhem gravement blessé suite à l’évacuation du Mirail..... | 43 |
| turin..... | 46 |
| Turin, Italie : Attaque solidaire avec les 3 de Briançon – 28 avril..... | 46 |
| Turin (Italie) : Appel pour une présence solidaires à l’audience du 31 mai du procès Scripta Manent..... | 46 |
| usa..... | 47 |
| USA – Freedom for J20 Defendants, Call to Action..... | 47 |
| My Life Since I Was Doxxed, A Case Study in Why Antifascists Wear Masks..... | 49 |
| My Life Since I Was Doxxed, A Case Study in Why Antifascists Wear Masks..... | 50 |
| zad..... | 53 |
| Vent d’est..... | 53 |
| Poitiers : Six interpellations pour la tractopelle incendiée..... | 54 |
| Journalistes? ça sert à quoi ça??? | 54 |
| ZAD : Au dodo ou aux chiottes les keufs?! | 55 |
| ILS COUPENT, ON REPOUSSE - Réoccupation et reconstruction permanente sur la ZAD de Notre Dame des Landes..... | 56 |

ariège

Conflens, France : La CGT et les chasseurs unis pour l’exploitation et l’industrie de guerre – 9 mai



On se souvient que le 26 avril dernier à Couflans (Ariège), un sabotage incendiaire anonyme ravageait les locaux techniques (pneus enflammés contre une cuve de fioul) et les bureaux de l’entreprise Varsican Mines, qui entend réouvrir l’ancienne mine de tungstène, ce métal dont l’industrie de l’armement et l’aéronautique sont friands.

Eh bien, suite à cela, la CGT et la fédération locale des chasseurs ont organisé ensemble une manifestation le 9 mai à Saint-Girons qui réclamait l’ouverture de la mine, le « respect de l’Etat de droit » et condamnait cet « incendie terroriste ».

Entre 400 et 500 personnes ont donc marché derrière une banderole contenant un slogan qu’elles n’ont apparemment pas terminé: « non à toute forme de violence »... contre les dominant.e.s ! Mais « oui aux industries de mort! Oui à l’exploitation et à la guerre ! Oui au saccage de la faune et de la flore! ». Bande d’ordures !

C'est donc une bonne occasion de rappeler le rôle néfaste de la CGT, qui se place une fois de plus au service du pouvoir, en se mobilisant aux côtés des chasseurs, pour défendre l'armée et la valeur travail au détriment de l'environnement et des espèces (humaines et non-humaines) qui l'habitent.

briançon

Chroniques d'une mort annoncée

Published by [en lutte](#) on | [Leave a response](#)

Une semaine est passée depuis la mort de M. Cinq jours depuis que le cadavre d'une jeune femme «peut-être migrante » a été retrouvé, dans le fleuve qui passe sous Briançon, la Durance.

Voici les faits.

Un groupe d'une petite dizaine de personnes part de Clavière pour rejoindre Briançon à pied. Nous sommes dimanche soir, et comme chaque nuit les exilé·e·s qui tentent d'arriver en France se trouvent obligé·e·s d'éviter la route autant que possible et de passer par la montagne pour éviter les contrôles d'identité. Le groupe commence son chemin, et puis se sépare : la femme a des difficultés à marcher et a besoin d'aide et de soutien. Deux personnes restent avec elle, et les trois se détachent du groupe.

Ils marchent sur la route, en se cachant dès qu'ils aperçoivent des lumières de phares ou entendent des bruits.

La police a mis en place une véritable chasse aux migrant·e·s, plus féroce que jamais ces derniers jours. Ils se cachent sur les sentiers, pour surprendre, torches en main, ceux qui tentent la traversée, et font des rondes en voiture sur les routes. Ils se postent aussi aux entrées de Briançon, et à côté des carrefours, mettant en place de réels postes de blocage.

Les trois personnes marchent pendant une quinzaine de kilomètres et se trouve à 4 ou 5 kilomètres de Briançon. A la hauteur de la Vachette, cinq agents de la police nationale les attendent. Ils surgissent de derrière les arbres à gauche de la route. Il est entre quatre et cinq heures du matin, Lundi 7 Mai. Les policiers se mettent à leur courir après. Le groupe se met en fuite, et entre dans le village de la Vachette. Un des trois réussit à se cacher, et les deux autres, un homme et une femme, courent sur la route. L'homme court plus vite, il cherche à attirer la police, qui parvient à l'attraper et le ramène directement en Italie.

La femme, elle, disparaît.

La police continue ses recherches dans le village de la Vachette pendant quatre heures. La rivière est en crue, et la police concentre ses recherches sur les rives de la Durance et autour du pont. Puis ils s'en vont. Cette façon de faire est tout à fait différents des pratiques habituelles de la police, pendant ces nuits de contrôle : en général, après avoir attrapé quelques personnes, ils ne recherchent les fugitifs et fugitives restant·e·s que pendant quelques dizaines de minutes.

Les recherches concentrées dans la zone du fleuve indiquent clairement que les policiers avaient compris que quelque chose de très grave avait eu lieu.

50 heures plus tard, Mercredi 9 Mai, un cadavre de femme est retrouvé bloqué à la digue de Prelles, à 10 km au Sud de Briançon. Il s'agit d'une femme d'1 mètre 60, aux longs cheveux noirs tressés. Des cicatrices sur le dos, un collier serti d'une pierre bleue.

Le Procureur de la République de Gap, Raphaël Balland, a annoncé la nouvelle le jour suivant, en précisant que « Cette découverte ne correspond à aucune disparition inquiétante. Pour le moment, nous n'avons aucun élément qui nous permette d'identifier la personne et donc de dire si il s'agit d'une personne migrante ». Lourde déclaration du procureur. Les disparitions de personnes exilées ne sont donc pas inquiétantes, sous prétexte qu'on ne les signale pas ?

Les soutiens de B. étaient au contraire très inquiets : mais comment se tourner vers la police pour déclarer des disparus, quand ils risquent d'être maltraités, et leurs soutiens réprimés ?

De plus, le procureur ment, car la police savait qu'une femme avait disparu après une poursuite.

Très peu de journaux ont relevé la nouvelle. Il semblerait que personne n'ait souhaité publier celle-ci. L'intérêt est d'ensevelir cette histoire, pour éviter un scandale face aux violences policières. Deux cas de femmes enceintes refoulées avaient déclenché des réactions publiques en mars dernier.x

Une enquête judiciaire a été ouverte et confiée à la gendarmerie afin de déterminer les circonstances du décès. Le magistrat a annoncé que « n'ayant pas d'éléments qui font penser à la nature criminelle du décès, une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de la mort ». Mais cela aussi est faux. La nature du décès est criminelle. Ce n'est pas une mort accidentelle, ce n'est pas une erreur. Ceci est un homicide. Celui d'une jeune femme nigérienne de 21 ans.

Cinq policiers les ont poursuivis. Cette femme, M, est morte à cause d'eux et de la politique qui dirige, contrôle et légitime leurs actions.

M. est morte parce que la frontière ne peut pas être traversée en sécurité par les personnes sans papiers.

M. n'est pas morte à cause de la montagne, par erreur, elle n'est pas morte dans la neige cet hiver. Elle est morte parce qu'elle était en train d'essayer d'échapper à la police, qui s'adonne de façon toujours plus violente à la chasse aux migrant·e·s.

Elle a été tuée par ces cinq agents, comme le système de la frontière le leur ordonne.

Il s'agit d'un homicide avec des mandataires et des exécutants. Le Procureur de Gap et la préfète sont autant responsables que les policiers qui l'ont tuée, compte tenu des directives assassines qu'ils donnent.

Les responsables sont aussi la magistrature et le tribunal, qui criminalisent les solidaires qui cherchent à éviter ces morts en rendant la traversée la plus sûre possible. Les responsables sont tous les politiciens qui fondent leur campagne électorale sur la différence de couleur de peau et de nationalité des personnes.

Si cela continue, les morts se multiplieront.

La frontière tue. La militarisation est son arme

Published by [en lutte](#) on | [Leave a response](#)

Une femme est morte. Un cadavre sans nom a été retrouvé mercredi près du barrage de Prelles, dans la Durance, la rivière qui traverse Briançon.

Une femme noire, sans papiers, dont personne n'a déclaré la disparition.

Un corps sans vie et sans nom, comme les milliers qui sont retrouvés dans le fond de la Méditerranée.

Cette mort n'est pas une disgrâce inattendue, ce n'est pas un hasard. La montagne, la neige et le froid n'ont rien à voir là-dedans.

Cette mort a été annoncée par l'hiver qui vient de passer, par la militarisation qui, ces derniers mois sévit dans ces montagnes et par les dizaines des personnes hospitalisées après les blessures causées par leur fuite vers la France. C'est une conséquence inévitable de la politique de fermeture de la frontière et de la militarisation.

Ce décès n'est pas une fatalité. C'est un homicide, avec des mandataires et des complices bien faciles à identifier.

En premier lieu les gouvernements, leur politique de fermeture de la frontière, et chaque personne qui la soutient.

Gendarmes, police de l'air et des frontières, chasseurs alpins, et maintenant ces ridicules néofascistes de Génération Identitaire, qui patrouillent sur les chemins et les routes pour partir à la chasse aux migrants qui cherchent un passage par ces cols. Ils traquent sur les sentiers et dans la neige avec des motoneiges ; les attendent dans la voiture, à l'affût, sur les routes qui amènent à Briançon et celles du centre-ville. Beaucoup des cas cet hiver de personnes blessées et conduites à l'hôpital font suite à des chutes dues aux fuites consécutives aux contrôles de police.

Cette femme-là n'est qu'une des dizaines d'exilés qui, chaque jour, cherchent à aller en France pour continuer leur vie. Pour ce faire, elle a dû traverser à pied dans la neige, cette ligne imaginaire qu'ils appellent frontière. En effet, la possibilité de voyager par des moyens de transports sûrs lui a été refusée parce qu'elle ne disposait pas de papiers en règle et par la politique raciste de contrôle qui actent à la frontière. Après elle doit être descendue sur la route, parcourir les 17 kilomètres qui la séparaient de la ville. C'est pendant ce long trajet qu'elle doit être tombée sur un blocage de la police, comme les personnes refoulées le racontent souvent. Le groupe avec lequel elle était, qui comme elle essayait de traverser la frontière s'est probablement dispersé à la vue de la Police ou de la Gendarmerie qui traquent les indésirables pour les attraper et les ramener en Italie : l'habituel jeu de l'oie cette fois a tué.

Cette femme sans nom doit avoir glissé alors qu'elle essayait de s'échapper et de se cacher, tuée par les contrôles policiers. L'autopsie qui aura lieu à Grenoble dans la journée de lundi nous permettra d'avoir des détails précis sur la cause de sa mort.

La frontière sépare et tue.

N'oublions pas qui sont les responsables.

12 mai, Refuge autogéré Chez Jesus

Hautes-Alpes: Collomb envoi des renforts, un mort !

Published by [en lutte](#) on | [Leave a response](#)

Ou Génération Identitaire l'avait rêvé, les policiers l'ont fait.

Ca y' est, c'est sur toutes les lèvres... ce qui devait arriver, arriva.

Ou devrait-on plutôt dire que c'est ce qu'ils ont décidé qui vient d' arriver: la mort. Une jeune fille nigérienne a perdu la vie suite à une course poursuite avec la police lundi dernier 7mai, vers les 5h du matin, au niveau de la Vachette (pied du col de Montgenèvre). Son corps a été retrouvé immergé dans la Durance au barrage de Prelles, 10 km en aval, 3 jours plus tard.

La militarisation de la Haute Vallée ne peut conduire qu'à des drames comme celui-ci. En plus d'empêcher illégalement des exilés de demander l'asile en France, elle leur ôte la vie, les traquant comme des animaux.

NON la Haute Durance ne deviendra pas un tombeau à ciel ouvert.

Pendant tout l'hiver, des dizaines de maraudeurs, de militants ont empêché la mort de frapper dans nos montagnes. Nous ne laisserons ni la police, ni les identitaires transformer la vallée en cimetière.

Nous appelons à deux RENDEZ-VOUS ce MERCREDI 16 MAI

*** 11h30 devant le poste de police de Montgenèvre pour une assemblée, discussion, repas.**

*** 20h30 à la Vachette (au croisement avec la route nationale), lieu du départ de la course poursuite meurtrière pour une veillée funèbre** (ramenez des bougies et des fleurs, rassemblement en noir).

Nous ne cessons de dénoncer depuis plus d'un an que la présence des forces de l'ordre le long de la frontière représente un grave danger pour les exilés.

Nous demandons donc sans délais :

– Le retrait immédiat des forces de police à la frontière.

– La liberté de circulation pour toutes et tous.

canada

Cedar Hopperton, accused in Locke Street vandalism, gets bail

Cedar Hopperton, the lone person charged in connection with an anarchist march and flurry of property damage on Locke Street in March, has been granted bail.

Hopperton has been in custody since their arrest in early April.

Hopperton is charged with conspiracy to commit an indictable offence and must abide by several bail conditions, including staying out of Hamilton, not participating in any rallies or demonstrations, and living at Hopperton's parent's home in Toronto.

The decision by Superior Court Justice Harrison Arrell reverses the original bail decision made by Justice of the Peace Barbara Waugh to keep them in custody following the arrest.

Hopperton appeared in court Monday wearing a navy coloured-cardigan, black skirt and dark tights.

The 31-year-old waved and smiled at more than a dozen supporters who filled three rows of the courtroom at John Sopinka Courthouse.

Defence lawyer Craig Bottomley, said his client is "relieved" to be out of the Hamilton-Wentworth Detention Centre.

"I'm just happy they're out. We would have accepted any conditions that didn't have my client sitting in jail for months and months and months," he said after the judge had made his decision.

"They are very relieved. They're happy to be back at home with their parents and we look forward to moving on to the next stages of the case where we can take a look at the allegations and challenge them."

Some supporters cheered when the judge announced his decision. Hopperton turned to the group and waved both hands with a big smile.

Bottomley called the conspiracy charge against his client is an "amorphous" one, and said there's no allegation that his client was actually on Locke Street when the incident took place.

"All the Crown needs to prove a conspiracy is an agreement between two or more parties to affect a criminal act," he said. "The question will be whether handing out a flyer for a march means you're responsible for every act of destruction that happens."

Bottomley also told CBC News that it's still just an allegation that Hopperton handed out any posters.

Hopperton will be back in court on May 28.

Hamilton orders removal of anarchy symbol, calling it 'hate material'

by Adam Carter, via [The CBC](#)

The City of Hamilton has forced a local anarchist group to remove the circle A anarchy symbol from its headquarters, saying it is "hate material" similar to the swastika.

City officials say they're taking direction from Hamilton police on the issue, but police say that's not the case.

Whatever its origins, the move is a "very controversial interpretation of hate speech," said Margaret Kohn, a professor of political science and expert in urban social justice issues at the University of Toronto's Scarborough campus.

"This seems like a constitutional lawsuit waiting to happen," she said.

Generally, Kohn said, for a symbol to be considered hate speech, it has to somehow target an identifiable group. "That seems to not be the case with the anarchist symbol," she said.

The issue arose back in early March, after a masked mob that dubbed itself "The Ungovernables" [caused \\$100,000 in damage](#) during a vandalism spree on Locke Street.

Days later, The Tower — the city's local anarchist social centre at Cannon Street East near Victoria Avenue North — was [also vandalized](#).

Most anarchy groups in the past have been seen as anti-racist or anti-hate. They are pro-people and anti-government.- *Princewill Ogban, head of Hamilton's new anti-racism centre*

The building's front window was smashed, and afterward, The Tower covered it up with plywood that was painted with the circle A anarchy symbol.

City spokesperson Marie Fitzpatrick told CBC News that on March 16, the city started a bylaw investigation into the symbol being displayed on the wood covering the windows.

"The anarchist symbol is considered hate material by the City of Hamilton and Hamilton Police Services and as such, must be removed," Fitzpatrick said in an email.

Not a hate crime, police say

The city then issued a property standards order to remove it. Fitzpatrick said the building's tenant confirmed they got the order, which was "complied with" on March 26.

The Tower did not respond to a request for comment for this story.

Fitzpatrick told CBC News that the Hamilton police hate crime unit provides the city with a list of hate symbols — but Const. Jerome Stewart said police do not classify the anarchy symbol as problematic.

A rioter paints an anarchy symbol on a Wells Fargo bank during a protest against former Breitbart News editor Milo Yiannopoulos in Berkeley, Calif. on Feb. 1, 2017.

"It does not meet the threshold of a hate crime," he said. "To the best of our knowledge, it is classified as an extreme left sign.

"So I don't know where the direction came that Hamilton police have identified it as a hate crime sign, because as per our hate crime co-ordinator, that is not the case."

Fitzpatrick could not immediately explain the discrepancy.

Princewill Ogban, the head of Hamilton's new anti-racism centre, told CBC News he's never really heard of the anarchy symbol being classified as hate material. He did point to [one instance in California](#) where a specific anarchist group was linked to white nationalism, but said that group was essentially an outlier.

"Most anarchy groups in the past have been seen as anti-racist or anti-hate," he said. "They are pro-people and anti-government."

Symbol's origins are complicated

Kohn said it's difficult to link the symbol to any specific message, as anarchy can refer to "diverse, multiple groups with different aspirations."

"The anarchist symbol has a complicated and diffuse set of attachments," she said.

According to [Infoshop.org](#) — an online project run by a collective of anarchists, anti-authoritarians and socialists — the origins of the circle A aren't completely clear.

In March, some 30 individuals dressed in black clothing with their faces covered walked through the streets of Hamilton carrying a banner that said, 'We Are The Ungovernables,' according to police.

(@OliverioCarmela/Twitter)

The symbol is linked to the punk rock movement of the 1970s, but the group says its usage goes back much further, pointing to research that shows it was used by a group called Jeunesse Libertaire in 1964, and was spotted on the helmet of an anarchist militia member in the Spanish Civil War in the 1930s.

The earliest known origins of the symbol link back to the works of philosopher Pierre-Joseph Proudhon in the 1800s, with the letter A, which represents anarchy, written with the letter O, which represents order.

"Today the circled-A is one of the most successful images in the whole field of political symbolizing," the group says.

creusot

[Le Creusot, France : Banque et assurances perdent leurs vitres](#)

Dans la petite ville tranquille du Creusot ([du moins en apparence](#)), quelques attaques nocturnes contre ceux qui spéculent sur nos vies bien ciblées ont eu lieu ces derniers temps: dans la nuit du 12 au 13 mai, l'agence du Crédit Agricole du Boulevard Henri-Paul Schneider, située à deux pas de L'arc et du cœur de ville, a été bombardée de pavés. De gros impacts sont visibles sur la porte d'entrée et quelques vitres. Sur le même boulevard, les vitres de deux agences de compagnies d'assurance ont également été explosées. Si la façade de l'agence de la MAAF a été bien étoilée, celle d'AXA a carrément été trouée. Bien joué !



france

[Des mauvais moments pour les bleus \(mi-mai 2018\)](#)

Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) : Le commissariat pris pour cible

Le Parisien / samedi 12 mai 2018

Trente personnes ont tiré des projectiles – mortiers, cocktail Molotov, feux d'artifices – sur le bâtiment. Des échauffourées identiques avaient déjà eu lieu le week-end dernier après l'interpellation de trois hommes.

Trois personnes ont été interpellées dans la nuit de vendredi à samedi à Champigny après de nouvelles échauffourées devant le commissariat. Elles ont été placées en garde à vue dans les locaux de la sûreté départementale à Créteil.

Il était minuit et demi place Rodin lorsqu'une détonation a retenti près du commissariat. Trente personnes vêtues de couleurs sombres sont arrivées face au bâtiment avec **un caddie contenant des projectiles tirés dans les minutes qui ont suivies sur le commissariat : des mortiers, des cocktails molotov, des feux d'artifices. Dans un second temps, une quinzaine d'autres personnes sont arrivées munies de barres de fer et d'autres projectiles.**

Les policiers ont répliqué à l'aide de grenades lacrymogènes et de désencerclement. Des renforts policiers ont cependant dû être appelés.

Le groupe a finalement **pris la fuite en direction de la tour Rodin en détruisant un arrêt de bus et en incendiant deux voitures. Les pompiers sont intervenus pour éteindre ces incendies ainsi que des feux de poubelles.** Dans ces circonstances, leur intervention a dû être sécurisée par la police. Le calme est revenu aux alentours de 1 h 30 du matin.

Ces nouvelles interpellations surviennent dans un contexte tendu dans le quartier du Bois-l'Abbé. Samedi dernier, trois hommes ont été interpellés après des tirs de mortier. Ils doivent être jugés le 8 juin au tribunal de Créteil. Le dimanche soir, une manifestation de « soutien » aux personnes placées en garde à vue avait dégénéré, sans interpellation cette fois. [...]

extrait de BFMTV / samedi 12 mai 2018

[...] Les violences ont débuté au niveau de la villa Poitou, où les individus ont lancé des mortiers sur le commissariat. Trois policiers se trouvent à l'intérieur du bâtiment au moment des faits. Un véhicule de police de l'unité cynophile 94 arrive alors en renfort, et tire en direction des différents groupes. Sept tirs de lanceur de balles de défense et deux grenades de type MP7 sont lancées par les forces de l'ordre.

Au même moment, une équipe de la BAC (Brigade anti-criminalité) est prise à partie place Rodin. Les policiers essuient plusieurs jets de mortiers, cocktails Molotov, cailloux et bouteilles de verres. L'abribus situé sur la place est explosé, et deux voitures garées devant les locaux d'un bailleur social prennent feu, tandis que deux autres véhicules sont dégradés un peu plus loin.

Les effectifs de police arrivés en renfort font alors usage à dix reprises du lanceur de balles de défense et de quatre grenades de désencerclement. Plusieurs individus cagoulés sont touchés au torse, et les petits groupes prennent la fuite au niveau du square Carpeau.

Le groupe de 50 individus cagoulés met finalement le feu à deux grandes poubelles, avant de lancer ces dernières sur l'un des véhicules de police, alors que les forces de l'ordre annoncent sur les ondes être à court de munitions et en conséquent, ne plus pouvoir riposter en cas de nouvelle attaque.

La BAC 94 Nuit arrive sur les lieux et prend à revers les assaillants, qui finissent par prendre définitivement la fuite. Aucun blessé n'est à déplorer du côté des policiers, qui ont retrouvé des mortiers, bombes avec acide et cocktails Molotov après le départ du groupe d'individus. La Sûreté Territoriale du 94 a été saisie, et trois interpellations ont eu lieu depuis ce samedi matin.

Fosses : La caserne de la gendarmerie aux cocktails Molotov

Le Parisien / samedi 12 mai 2018

Deux hommes ont été interpellés et déférés samedi soir pour agression physique et menace avec arme, après avoir lancé des cocktails Molotov sur la gendarmerie de Fosses la nuit précédente.

Quatre engins incendiaires ont été lancés vers 1 heure du matin sur la caserne. L'un d'eux a atterri dans la cour et s'est embrasé. Il a provoqué des dégâts sur le mur d'un bâtiment où sont logées les familles de gendarmes.

Un autre cocktail Molotov a heurté la vitre d'un appartement de la caserne. Les gendarmes ont aussi retrouvé deux autres cocktails Molotov mais qui n'ont pas causé de dégâts. Personne n'a été blessé.

Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) : Dès qu'il s'agit de rosser les cagnes tout le monde se réconcilie

Sud-Ouest / samedi 5 mai 2018

Deux policiers se sont retrouvés à l'hôpital samedi, après être intervenus pour une rixe sur la voie publique. Il était 19h30, lorsqu'une patrouille de deux fonctionnaires de police s'est avancée, dans un véhicule sérigraphié,

rue Chabrié, où **une dizaine d'individus avinés s'invectivaient copieusement. À la vue du véhicule de police, un des protagonistes de l'échauffourée a bondi dans sa voiture et s'est appliqué à percuter, à deux reprises, les fonctionnaires qui se trouvaient dans l'habitacle.** Des renforts venus en hâte depuis Agen ont permis l'interpellation du chauffard. Non sans mal, puisqu'**un acolyte de celui-ci, a violemment tenté d'empêcher sa mise hors d'état de nuire. Un des policiers agenais a reçu plusieurs coups au visage et a rejoint dans la foulée, aux urgences, sa collègue villeneuvoise,** percutée dans son véhicule un peu plus tôt. Les deux auteurs, respectivement âgés de 42 et 38 ans, et en état d'ébriété, ont été placés en garde à vue.

Massy (Essonne) : Il y a un an un gars est mort assassiné par les flics. Vengeance, pas commémoration.

Le Parisien / dimanche 6 mai 2018

Au moins cinq voitures ont été la cible d'incendies volontaires ce samedi soir dans le quartier Opéra de Massy. Des faits qui interviennent un an jour pour jour après le décès à Antony (Hauts-de-Seine), de Curtis, 17 ans. Ce jeune habitant du quartier s'était tué au guidon de son quad en voulant échapper à un contrôle de police alors qu'il circulait sans casque.

Ce samedi, un rassemblement pacifique de la famille et des proches de la jeune victime s'est tenu dans une salle de la Maison de la formation et de l'emploi de la commune. [...]

Toulouse : Solidarité contre les interpellations

20minutes / mercredi 2 mai 2018

C'est devenu un classique dans le quartier du Mirail, à Toulouse. **Quand la police intervient pour interpellier un dealer, des renforts montent au créneau pour des caillassages, arrosant les forces de l'ordre de divers projectiles.**

Selon le syndicat Unité SGP Police, le phénomène s'est produit à **deux reprises à la Reynerie le mardi 1er mai**, lors de l'interpellation de deux dealers présumés.

La première fois, en fin d'après-midi, les fonctionnaires ont été pris pour cible « par deux groupes d'une dizaine d'individus ». Ils ont dû faire usage de gaz lacrymogène pour se dégager et n'ont pu aller au bout de l'interpellation. **Rebelote, vers 22h30, cheminement Auriacombe. Cette fois, une quarantaine d'habitants ont participé au caillassage. Un policier a été légèrement blessé mais l'interpellation est allée à son terme.**

Saint-Brieuc : « Il a été bien touché »

Ouest-France / samedi 12 mai 2018

Le scootériste de 26 ans qui a foncé et blessé un policier vendredi soir à Saint-Brieuc va être déféré devant le parquet de Saint-Brieuc ce samedi après-midi. Connu des services de police, l'homme devrait être écroué et jugé lundi en comparution immédiate.

Voyant un scootériste rouler sans casque dans la rue Fressynet à Saint-Brieuc, les forces de l'ordre décident de l'interpellier. **Refusant d'obtempérer aux injonctions, le jeune homme fonce en direction des policiers. Il percute un des hommes de la Bac** (brigade anticriminalité).

Sous le choc, **ce dernier tombe sur la route. Blessé grièvement, il a été hospitalisé à Yves-Le-Foll et opéré ce samedi.** « Il a été bien touché. Même des types à scooter n'hésitent plus à foncer sur les policiers... constate Loïc Urvoy, du syndicat Alliance. Ce genre de faits se généralise. C'est inquiétant. Le métier de policier n'est pas anodin. Il requiert une vigilance accrue ».



Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace [MAJ 25/04]

Plus d'une cinquantaine d'exactions diverses et variées

RTL / lundi 14 mai 2018

La SNCF va porter plainte après « **plus d'une cinquantaine d'exactions diverses et variées** » constatées sur son réseau, a annoncé sur RTL Mathias Vicherat [*Directeur général adjoint de SNCF, déjà affecté à la Direction Générale de la Police Nationale, déjà sous-préfet de la Seine-Saint-Denis, déjà militant de l'UNEF et collaborateur de Mélenchon à ses heures de jeunesse... NdAtt.*]. « Plus de 5.000 clients ont été impactés », estime le numéro 2 de la SNCF à la mi-journée sur notre antenne.

La participation à la grève à la SNCF a rebondi ce lundi avec 27,58% de grévistes au total, selon la direction, contre 14,46% mercredi dernier, où avait été enregistré le plus bas taux de grévistes en semaine depuis le début du mouvement contre la réforme ferroviaire. [...]

Parmi les personnels indispensables à la circulation des trains, la mobilisation grimpe à 74,4% chez les conducteurs, 74,3% chez les contrôleurs et 36,7% chez les aiguilleurs, a précisé la direction dans un communiqué. La participation a enregistré un net sursaut chez les cadres, en grève à 10,14% (contre 3,1% mercredi dernier).

Sabotages en Normandie

France 3 / lundi 14 mai 2018

Les axes Paris-Caen-Cherbourg et Paris-Rouen-Le Havre ont été touchés ce matin par plusieurs actes de vandalisme, entraînant une interruption totale du trafic entre Rouen et la Normandie jusqu'à 9 heures. Le trafic reste très perturbé ce matin.

[...] Au total, 4 actes de vandalisme ont été répertoriés en Normandie. Le plus important a eu lieu dans l'Eure. Les équipes SNCF ont constaté les dégâts très tôt, vers 5 heures du matin. **Un câble de stabilisation d'une caténaire a été sectionné entre Gaillon et Pont-de-l'Arche**, au kilomètre 103, sur la voie 2, ce qui a entraîné un arrachement de la caténaire et **l'interruption de la circulation sur l'axe Paris-Rouen-Le Havre**. Les travaux viennent de s'achever, le trafic a repris sur ce tronçon.

D'autres actes de malveillance ont eu lieu en Seine-Maritime et dans le Calvados. A Gonfreville l'Orcher, c'est **la guérite du pont à niveau numéro 69 qui a été ouverte, ses installations ont été démontées, ce qui a déclenché le signal d'alerte**. L'installation sera remise en état ce midi.

A Bréauté, ce sont des aiguillages qui ont été débranchés, entraînant un ralentissement des trains. Enfin dans le Calvados, à Bellengreville, entre Mézidon et Lisieux, une fermeture des feux rouges a été actionnée manuellement.

Pour l'heure, impossible de savoir d'où viennent ces actes de malveillance et dans quelles circonstances elles ont été commises, mais la SNCF a décidé de porter plainte contre X. une enquête est en cours.

Au total, 15 trains ont été supprimés ou attendent encore en gare. D'importants retards sont donc à prévoir toute la matinée, car ces actes de vandalisme surviennent un jour de forte mobilisation : ce lundi, les syndicats, qui luttent toujours contre la réforme de la SNCF, ont appelé à une journée « sans trains ni cheminots ». Le trafic s'annonçait déjà très difficile en Normandie, avec un train sur 4 en circulation pour les TER et un sur 6 pour les intercitys. Cette journée sera donc encore plus difficile pour tous les usagers de la ligne Paris-Normandie.

Coupure de courant et câbles qui cassent à Marseille

La Provence / lundi 14 mai 2018

Depuis 5h50 ce matin – départ du 1er TER -, la gare Saint Charles à Marseille connaît de grosses perturbations. **Une caténaire (câble d'alimentation électrique) s'est rompue lors de la mise sous tension du train. Une coupure d'alimentation générale de la gare a été enclenchée, empêchant toute arrivée ou départ à St Charles le temps de pouvoir réaliser les premières opérations de maintenance.**

Cet incident perturbe toujours fortement les circulations ferroviaires sur les axes reliant la gare Saint-Charles. Les trains en provenance d'Avignon et Toulon sont détournés par la gare de Marseille Blancarde, rapporte le communiqué de la gare. **Selon les première hypothèses, la rupture du câble serait le fruit d'un acte de malveillance.**

Par ailleurs, toujours à la même gare, depuis 7h ce matin, **des actions de blocage de voie sont organisées par des groupes de manifestants, y compris externes à la SNCF**, compliquant la reprise de l'exploitation normale de la gare. Plusieurs TGV ont déjà subi des retards supérieurs à 1h, un TER a été supprimé et plusieurs ont accusé des retards importants.

Mise-à-jour du 15 mai : Le Parquet ouvre une enquête à Caen (et les syndicats se dissocient)

France Bleu / mardi mai 2018

L'enquête judiciaire a été ouverte ce mardi 15 mai après qu'une plainte ait été déposée lundi par un dirigeant local de la SNCF. Deux premières auditions étaient en cours au premier jour des investigations.

Cette enquête porte « *non pas sur des dégradations* » a déclaré à *France Bleu Normandie* Carole Etienne, la procureure de la République de Caen, mais sur « **des actes de malveillance qui n'étaient pas de nature à provoquer un accident mais à perturber le trafic** »

Autrement dit à entraîner des retards. Un feu lumineux par exemple qui reste au rouge... Une dizaine d'actes comme celui-là ont ainsi été commis tôt ce lundi, sur la voie ferrée, entre la gare de Caen et celle de Mézidon-Canon. Probablement aux alentours de 5 heures du matin. L'enquête en cours va permettre de recueillir et d'analyser tous les indices mais aussi et surtout, peut-être, de savoir qui sont les auteurs de ces actes de malveillance commis à l'aube d'une nouvelle journée de manifestation des cheminots. Aucun lien formel, pour l'instant, n'a pu être établi avec la mobilisation syndicale. **Des syndicats qui, sur France Bleu ce matin, ont unanimement condamné ces agissements.**

Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 2

Mantes-la-Jolie (Yvelines) : Quand aux locomotives manquent les freins...

Le Parisien / mardi 15 mai 2018

Elles sont restées à quai. **Cinq locomotives garées au dépôt SNCF de la gare de Mantes-la-Jolie ont subi des actes de vandalisme dans la nuit de lundi à mardi. Des employés de la SNCF ont remarqué que les câbles électriques qui alimentent le système de freinage des motrices avaient été sectionnés, les rendant inutilisables.** « Il n'y a pas eu d'effraction, les auteurs disposaient manifestement des clés qui permettent d'accéder aux machines », confie une source proche de l'enquête qui a été confiée au commissariat de Mantes-la-Jolie après la plainte de la SNCF.

Cet acte de vandalisme a entraîné la suppression de quatre trains entre 7 heures et 10 heures, sur la ligne J, qui relie Mantes-la-Jolie à Paris Saint-Lazare. La SNCF condamne « avec fermeté ces actions qui nuisent aux voyageurs et à l'outil de travail des cheminots. »

Le Mans (Sarthe) : Et quand ils leur manquent les clefs...

France Bleu / mardi 15 avril 2018

Ce sont en fait **six jeux de clés qui ont disparu** pendant la nuit. Ces clefs permettent la **mise en service des trains : ouverture et démarrage des locomotives. Les six rames TER sont donc restées à quai en gare du Mans** à partir de 5h47 mais au total ce sont **quatorze trains qui ont été supprimés dans la région** par ricochet dont sept en Sarthe car certains TER faisaient l'aller retour entre la capitale sarthoise et Alençon, Sablé ou Laval. Selon la SNCF, 1500 clients ont été touchés. Ce que déplore Stéphanie Dommange, la directrice régionale de l'entreprise ferroviaire, surtout en cette période de grève qui impacte déjà fortement le trafic.

La SNCF a ouvert une enquête interne et va porter plainte contre X. **Ces clefs sont stockées dans un local au dépôt du Mans.** Pour Stéphanie Dommange « **c'est forcément l'acte de quelqu'un qui connaît le chemin de fer et le système ferroviaire.** Sur l'ensemble du territoire national, nous avons eu un peu plus d'une cinquantaine d'actes de malveillance et nous condamnons avec fermeté ces actions qui nuisent aux voyageurs et à l'outil de travail des cheminots »

Et la CGT se dissocie à demi-mots :

Julien Palleja est l'un des responsables CGT des cheminots du Mans. « **On n'appelle pas à ce genre d'initiative** même si on peut comprendre que les cheminots soient dans un sentiment d'échauffement puisque depuis le début du conflit ce sont mensonges sur mensonges de la part de la direction notamment sur les taux de grévistes, sur les plans de transports annoncés... Alors non, la CGT n'appelle pas à ce genre de mobilisation mais je ne condamne pas non plus. On ne sait pas si c'est un cheminot qui est responsable de cet acte là. On ne sait pas si c'est un cheminot qui souhaite faire une tâche sur le mouvement de grève qui se passe très bien depuis le début, le 3 avril, dans notre région. Et donc on n'a pas besoin de ce genre d'action pour montrer que les cheminots se mobilisent. je pense que la démonstration est faite ».

Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 3

Des câbles brûlés entre Conflans et Cergy

Le Parisien / mercredi 16 mai 2018

Des câbles de signalisation endommagés par le feu ont contraint la SNCF à interrompre la circulation entre Conflans-Fin-d'Oise et Cergy-le-Haut sur le RER A et la ligne L.

Les usagers du RER A et de la ligne L Nord vont devoir prendre leur mal en patience jusqu'à (au moins) jeudi matin. Le trafic entre les stations Conflans-Fin-d'Oise (Yvelines) et Cergy-le-Haut (Val-d'Oise) s'est arrêté mercredi en fin d'après-midi.

La SNCF invoque un « acte de malveillance » au niveau de l'arrêt Cergy-Préfecture. Ont été découverts « **des câbles de signalisation ferroviaires détruits par le feu à l'aide d'une torche à flamme rouge** ». La compagnie annonce également mercredi avoir déposé une plainte pour X. [...]

Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 4

Midi Libre / vendredi 18 mai 2018

Déjà affectée par la grève des cheminots, la circulation des trains sur la ligne Nîmes-Narbonne est retardée par des obstacles placés à deux reprises sur les voies.

Seuls deux trains régionaux circulent sur le tronçon Béziers-Agde dans la matinée du vendredi 18 mai. **Leur circulation a été interrompue à deux reprises par des obstacles**, dans des secteurs voisins.

Les premiers obstacles ont été signalés peu après 7 heures, vers Vias. Ils ont provoqué plus d'une heure de retard pour les deux seuls trains en circulation sur le tronçon dans la matinée. D'après la SNCF, un « acte de

malveillance » serait à l'origine de l'incident.

D'autres obstacles ont à nouveau interrompu la circulation à 9 heures 30, au niveau de Villeneuve-lès-Béziers. Un train a été arrêté. La circulation a été rétablie vers 10 heures 15, mais « les retards s'accumulent sur l'ensemble des TER du littoral », prévient la SNCF.

gap

[Gap] 18 mai : Rassemblement contre l'industrialisation, l'administration et la normalisation de l'agriculture

Il y aura un an que Jérôme Laronze a été tué par les gendarmes car il résistait à la normalisation et à l'industrialisation de l'agriculture : son combat est le nôtre !

Jérôme Laronze, éleveur de vaches charolaises en Saône-et-Loire, a été abattu le 20 mai 2017 par les gendarmes.

En l'espace de 5 ans, Jérôme avait subi 12 contrôles de diverses instances administratives agricoles, des pénalités, des menaces de saisie du troupeau... Cette répression visait à le « mettre aux normes », lui qui refusait de répondre aux injonctions de traçabilité (bouclage des animaux, bordereau de circulation, prophylaxie, etc...). La pression croissante a franchi un seuil en 2016, car les services vétérinaires font désormais appel aux gendarmes à chaque visite pour effectuer leurs contrôles coûte que coûte.

Lire aussi sur Rebellyon : [Un agriculteur de la Confédération Paysanne abattu par des gendarmes en Saône-et-Loire.](#)

Le 11 mai 2017, deux contrôleurs et quatre militaires en armes se sont présentés à la ferme pour un contrôle. Pris au dépourvu, Jérôme Laronze a pris la fuite, fuite qui se pose comme un ultime recours dans une lutte de plusieurs années pour dénoncer les agissements de l'administration.

Jerome Laronze avait écrit : « L'hyper administration n'apporte rien aux agriculteurs, sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra-réglementation qui conduit à une destruction des paysans. »

Les pressions administratives agricole qui consistent à certifier, normer, contrôler et labelliser a outrance les productions agricoles constituent une violence totale et permanente pour les agriculteurs.trices .

En mémoire de Jerome Laronze et pour soutenir toute.s les paysans.nes qui résistent contre l'État et ses directives normalisatrices – notamment en ce moment les camarades de Notre-Dame-des-Landes, nous appelons à un rassemblement le 18 mai 2018 à Gap. Le RDV est donné à 8h devant la gare SNCF.

Des collectifs d'agriculteurs.trices des Alpes du Sud contre les normes administratives et industrielles.

geneve

Genève, Suisse : Attaques en série contre les profiteurs de l'exploitation animale

Ces deux derniers mois à Genève, les attaques contre des rouages de l'exploitation animale



s'enchaînent. Une dizaine de bouchers, charcutiers et autres foveurs ont vu leurs vitrines brisées nuitamment. Un MacDo a aussi fait l'objet d'une attaque similaire. Après les caillassages des boucheries du Molard, de Champel et des Grottes à la mi-mars, voici un petit aperçu des attaques antisécistes de ces dernières semaines:

Dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 avril, la grande boucherie du Molard a été prise pour cible: deux des trois vitrines ainsi que la porte vitrée ont été brisées par des jets de pierres et des coups de marteau. Un autocollant « SPECISTE » a été collé sur une d'entre elles. Outre les dégâts matériels, une bonne partie de la marchandise exposée en vitrine a été abîmée par des bris de verre et devra donc être jetée. Au total, le dommage subi pourrait avoisiner les 15'000 francs. Le patron raconte que « depuis plusieurs mois, on tague notre devanture ou on nous colle des affichettes nous traitant d'assassins, de meurtriers. Et ce, même en pleine journée ».

Le lendemain, le patron de la boucherie de Champel craignait d'être le prochain sur la liste... Et ben ça n'a pas loupé. Dans la nuit de vendredi à samedi, vers 2h du matin, deux grandes vitrines sont explosées par des jets de pavés, ainsi que la vitre de la porte d'entrée. Deux pierres rondes ont touché les présentoirs réfrigérés à l'intérieur; une troisième a même fini sa course en laissant son impact contre la porte métallique du réfrigérateur.

Dans la nuit de samedi à dimanche 15 avril, c'est au tour du boucher Eric Muller d'être visité, rue et place des Grottes. Côté rue, des projections de peinture rouge-sang dégoulinant jusqu'au marbre; côté place, des autocollants dénonçant les abattoirs.

Quelques heures après le 1er mai, certain.e.s décident de continuer à faire la fête à l'exploitation, avec un faible pour les travailleur.e.s qui tirent profit des cadavres: la boucherie de la rue des Eaux-Vives, « Faure-Malan », se mange trois pavés et autant de vitrines brisées. Des autocollants ciblant le spécisme sont également apposés sur la devanture.

Dans la nuit du 2 au 3 mai, le McDonalds de la Servette est caillassé depuis la rue par un groupe d'individus cagoulés aux alentours de 4h00. Plusieurs vitres sont détruites. Les assillant.e.s auraient été aperçu.e.s de loin par une équipe de nettoyage travaillant à l'intérieur du commerce. L'inscription «antisécisme» a également été taguée sur la façade.

Dans la nuit du 3 au 4 mai, la boucherie des Palettes et une charcuterie aux Communes-Réunies se réveillent elles aussi avec des vitrines brisées... Le patron de la boucherie des Palettes a pour sa part évalué le montant des dégâts à environ 20 000 francs pour ses cinq vitrines brisées.

La dernière attaque en date remonte donc à la nuit du jeudi 10 au vendredi 11 mai.: la boucherie du Molard reçoit une deuxième visite. Des gros impacts de jets de pierres recouvrent les vitres toutes neuves. La précédente attaque remontait à à peine trente jours.

Les dégâts commencent à devenir important semaine après semaine: la société patronale des bouchers charcutiers de Genève a envoyé un courrier au conseiller d'État en charge de la sécurité, Pierre Maudet, pour demander plus de protection et de surveillance des commerces visés. Une autre association patronale, la NODE, qui compte de nombreux membres parmi les petits commerçants, compte elle aussi se plaindre auprès du même Maudet, mais aussi d'Olivier Jornot, le procureur général.

Enfin, on apprend le 11 mai qu'un communiqué de revendication est parvenu aux médias locaux: « Leur objectif, expliquent-ils, est de créer *«des dommages économiques aux commerces qui font du profit sur la mort d'individus qui voulaient vivre, dans le but que ces lieux ferment.»* Ainsi, casser des vitres s'inscrit dans une *réelle stratégie de sabotage*»

Dans la nuit du 23 février, quatre restaurants, le magasin Noël Fourrures SA et le hall de la gare Cornavin avaient été pris pour cible, soit avec de la peinture soit avec pavés et marteau. Le 21 mars, une personne a été interrogée par la police. Mais il n'a rien déclaré et a été libéré.

hambourg

NoG20 German state delivers lists with 24 G20 “suspects” to 15 European countries

According to dutch mainstream daily newspaper “Algemeen Dagblad” the German state delivered lists with 24 G20 “suspects” to 15 European countries and asked these European states for assistance.

The fifteen countries have been asked to help identify suspected “rioters”. Some of the 24 people the German state is searching are minors.

Although cops from other states were also deployed in Hamburg, “Algemeen Dagblad” doesn’t say if there are cops among the people who are searched for by German authorities. Weeks before the first stone was thrown cops in Hamburg again and again violently attacked people.

lesbos

[Les violences sont permanentes sur l’île de Lesbos \(avril-mai 2018\)](#)

Posted on [2018/05/14](#) by [Cévennes sans frontières](#)

Il y a quelques mois déjà, nous publions [un article](#) sur la situation d’extrême tension rencontrée par les exilés bloqués dans les hotspots des îles de la mer Égée au cours de l’été 2017. Force est de constater que depuis lors, aucune amélioration n’est à signaler, aucune réponse positive n’a été accordée aux multiples revendications des exilés. Malgré une mobilisation constante et des campagnes de solidarité résonnant parfois bien au delà des frontières grecques, l’horizon de milliers de personnes demeure réduit à un quotidien évoluant entre conditions de vies sordides et violences multiples. Face à l’angoisse suscitée par des procédures administratives désespérément longues et à la crainte permanente des renvois, la répression policière épaulée par l’appareil judiciaire punitif est l’unique réponse apportée par les autorités leur permettant d’étouffer toute contestation.

Le procès des 35 de Moria

Le 20 avril 2018, débutait au tribunal de l’île de Chios le procès des 35 exilés arbitrairement arrêtés dans le camp de Moria à Lesbos le 18 juillet 2017 suite à une manifestation à l’extérieur d’un bureau de l’EASO¹. Alors qu’aucun élément tangible n’a été apporté tout au long de ce procès se déroulant sur une semaine, les trois juges et les quatre jurés ont unanimement déclaré coupables de violences sur des fonctionnaires de police 32 personnes parmi les 35 accusés. Ce manque de preuves accablant a même été confirmé par des témoins de la police qui ont déclaré que les prévenus arrêtés dans le camp de Moria l’ont été simplement parce qu’ils y étaient présents *après la fin* des affrontements entre des exilés et la police anti-émeute². Le procès de Chios comportait d’autre part de graves problèmes de procédure, notamment une absence de traduction durant la majeure partie du procès et un temps très limité accordé aux accusés et aux témoins de la défense pour présenter leur version des faits.

Le verdict de culpabilité a été porté en appel par les 32 prévenus, qui ont été condamnés à 26 mois de prison avec sursis. Cette sentence est d’autant plus disproportionnée qu’elle est de 19 mois plus longue que les 7 mois recommandés par le procureur à l’issue de la procédure. Mais comme les 32 coupables sont admissibles à une peine de prison avec sursis, après neuf mois de détention, les prévenus devraient théoriquement être libérés.

1
2

Le jeudi 10 mai pourtant, sept personnes parmi celles reconnues coupables sont menacées d'expulsion. Leur demande d'asile a été refusée, et, après plus d'un an de traitement déshumanisant dans le camp de Moria, l'attaque violente de la police suivie de neuf mois d'emprisonnement, elles risquent d'être envoyées en prison en Turquie puis probablement expulsées vers les pays qu'elles ont fui. En outre, trois ont porté plainte contre la police pour les violences subies lors de leur arrestation en juillet, et une enquête en cours est ouverte par le procureur contre la police, pour laquelle tous les sept sont des témoins importants. Leur expulsion violerait non seulement leur droit à un procès plus équitable, mais assurerait l'impunité continue de la police dans la politique de répression violente exercée dans les hotspots grecs.

Grâce aux efforts coordonnés des collectifs de soutien et d'avocats mobilisés dans le cadre de la campagne "[free the moria 35](#)", l'expulsion a pu être empêchée pour permettre l'examen de leur demande ultérieure de protection internationale. Deux autres détenus ont également été libérés la veille de cette tentative d'expulsion. Au final, 24 des 35 accusés de Moria demeurent incarcérés, malgré l'absence de motifs légaux pour les détenir.

La répression comme réponse à toute contestation

Le cas des 35 accusés de Moria ne peut s'appréhender que dans un cadre répressif généralisé et déterminé, il n'est pas un fait isolé. La décision de la cour de Chios rendue pour les 35 de Moria intervient seulement quatre jours après les arrestations du 23 avril 2018 portant contre 122 personnes – principalement afghanes – qui manifestaient pacifiquement à Mytilène. Ceux-ci avaient quelques jours plus tôt, le 17 avril, organisé une [marche spontanée](#) depuis le camp de Moria jusqu'à la place Sappho au centre de Mytilène. L'un des réfugiés du camp se trouvait depuis la veille entre la vie et la mort à cause du manque d'assistance médicale fournie, aucun médecin n'ayant pu être trouvé et l'ambulance appelée n'arrivant pas. Les manifestants décident alors d'occuper la place en signe de protestation, mais le [22 avril au soir](#), ceux-ci sont violemment attaqués par une foule fasciste d'environ 200 personnes. L'attaque dure une bonne partie de la nuit sous le regard complice de la police, et lorsque celle-ci se décide enfin à intervenir le lendemain, c'est pour forcer les exilés à quitter la place et retourner dans le camp. L'ensemble des personnes présentes refusent alors de se soumettre aux ordres de la police et sont arrêtées puis détenues au poste de police pour occupation de l'espace public.

Vendredi 11 mai 2018, c'est au tour de [10 autres personnes](#) d'être déférées devant la Cour de Chios. Le 10 juillet 2017, quelques jours seulement avant que les 35 accusés de Moria ne soient arrêtés, une manifestation éclate au camp Moria en réponse au rejet des demandes d'asile et à la détention systématique des demandeurs d'asile à Lesbos. La police de Moria riposte en attaquant la foule avec des gaz lacrymogènes et quelques containers d'associations humanitaires sont incendiés. Les arrestations dans cette affaire ont lieu des semaines après les événements, et ne sont pas arbitraires comme dans le cas des 35 de Moria. Parmi les personnes poursuivies, certaines étaient connues pour aider les gens à réclamer leurs droits. Le message à lire derrière cet acharnement ciblé est que tous les efforts des exilés pour s'organiser et protester contre le système coercitif des hotspots seront réprimés³. Le procès des 10 a été finalement reporté au 16 mai.

Politique restrictive et confinement des exilés

L'entrave à la circulation imposée aux exilés arrivant sur les îles de Lesbos, Rhodes, Chios, Samos, Leros et Kos fait partie intégrante de la politique mise en place par le gouvernement grec pour mener à bien les termes de l'accord conclu entre l'Union européenne et la Turquie le 18 mars 2016. Dans sa décision du 17 avril 2018, le Conseil d'État déclarait que la politique d'endiguement de la Grèce n'avait aucune base légale et qu'il n'y avait pas de raisons impératives en droit européen et en droit grec justifiant les restrictions à la liberté de circulation des demandeurs d'asile. Il a ordonné l'annulation de la décision administrative imposant les restrictions permettant ainsi la libre circulation des demandeurs d'asile arrivant sur les îles suite à la publication du jugement.

Le gouvernement a immédiatement pris des mesures pour contourner cette décision⁴ : le 18 avril, le ministre de l'immigration a nommé un nouveau directeur pour le service d'asile. Le 19 avril, un nouveau projet de loi a été déposé sur l'immigration et prévoit la restauration des restrictions géographique à la liberté de circulation. Le 20 avril, le nouveau directeur du service d'asile a pris la décision de suspendre la possibilité de mouvement dans le reste de la Grèce, et, à partir du 21 avril, le service d'asile grec a rétabli la restriction des déplacements des exilés limitée aux îles. Le projet de loi est en cours de discussion et sera débattu par l'ensemble du parlement dans les semaines à venir. Celui-ci vise à fournir une base légale à la politique de confinement et donc à légitimer l'enfermement et la répression qui en découle.

Selon les derniers chiffres fournis par le gouvernement, plus de 15 400 demandeurs d'asile sont piégés sur les îles grecques. Les arrivées quotidiennes par la mer Égée depuis la Turquie demeurent supérieures à la résolution des dossiers sur les îles, ainsi les exilés vivent depuis des mois voire des années dans des centres de traitement surpeuplés, et beaucoup ont passé l'hiver dans des tentes légères ou ont dormi dehors à même le sol. La politique d'endiguement abusive de la Grèce mise en place avec le soutien de l'Union européenne et de ses États membres, alliée à l'échec des programmes de relocalisation et au règlement Dublin renvoyant les demandeurs d'asile dans les pays d'arrivée, ne peuvent que conduire à une saturation du système d'asile dans les pays dits en première ligne et exacerber des tensions devenues inévitables. La récente décision de la Cour de Chios concernant les 35 de Moria encouragera davantage l'État grec à poursuivre la criminalisation de celles et ceux qui résistent aux politiques hostiles à leur encontre. Cet acharnement envers les exilés demeure extrêmement préoccupant et ne laisse entrevoir aucune amélioration de leur condition.

European Asylum Support Office. Voir notamment le documentaire (sous titré en Anglais) "[Moria 35](#)" sur la violente répression exercée par la police le 18 juillet 2017 qui a conduit aux arrestations des accusés.

Lors du procès, de nombreux accusés ont témoigné de leur participation à la manifestation appelant à la liberté de mouvement de Lesbos à la Grèce continentale, à la fin des procédures d'asile injustes sur l'île et à des conditions déplorables dans le camp de Moria. Ils ont expliqué que la police avait réagi violemment, dispersant les manifestants avec une utilisation excessive de gaz lacrymogène. D'autres ont témoigné qu'ils sont entrés dans le camp de la Moria après le calme, mais qu'ils se sont trouvés violemment arrêtés pendant le raid de la police. La violence policière excessive a été confirmée dans le procès à travers la documentation médicale des blessures subies par les accusés, la preuve vidéo des arrestations et le témoignage de plusieurs témoins et accusés. Le procureur de Mytilène a ouvert une enquête contre des policiers pour avoir causé des lésions corporelles graves à 12 des 35 accusés.

La répression ne limite pas aux îles grecques, huit réfugiés enfermés au centre de rétention de Petrou Ralli à Athènes étaient déférés devant la Cour d'Appel le vendredi 27 avril 2018 accusés de tentative d'agression, résistance et port d'objet dangereux, alors qu'ils ne faisaient que demander le jour ou ces faits leur sont reprochés une rencontre avec le directeur de la prison pour en savoir plus sur l'avancement dans le processus de leur détention. Leur procès se poursuivra le 23 mai 2018.

Voir la déclaration de presse de 21 organisations de défense des droits condamnant cette tentative : <http://harekact.bordermonitoring.eu/2018/04/29/greek-government-defies-court-on-asylum-seekers/>

lille

Lille : Stop au spécisme

France 3 / mardi 15 mai 2018

« **Stop au spécisme** ». La revendication, au moins, est claire. **La boucherie L'Esquermoise, située dans la rue du même nom dans le Vieux-Lille, a été vandalisée dans la nuit de lundi à mardi.** « Comme la dernière fois, une attaque de ceux qui



se revendiquent comme protecteurs de la cause animale » dénonce Laurent Rigaud, le président des Bouchers du Nord qui se trouvait sur place ce matin. **De premières dégradations s'étaient déjà produites en 2017, lorsque des militants avaient taggué la façade et déversé du faux sang.**

« **On avait été les premiers d'une longue série de magasins de boucherie attaqués dans la région** » se souvient la responsable de la boucherie Valérie Carrel.

Cette fois-ci, « ils ont pulvérisé les vitrines » avec une masse, constate le boucher.

Les faits se sont produits vers deux heures du matin. Les caméras de surveillance ont pu filmer trois personnes devant la boucherie, vraisemblablement deux femmes et un homme. Laurent Rigaud ne doute pas de pouvoir les identifier rapidement. « Ils sont connus, on les cible très bien sur les réseaux sociaux. » [sa sale gueule ci-contre, ciblée... du site de sa boîte ; NdAtt.].

« la vitrine a été totalement cassée, on en a vite déduit que c'était un groupe vegan vu les éléments inscrits sur la façade et du mode opératoire » a également confirmé Valérie Carrel.

Le patron des bouchers nordistes, qui espère une réponse de l'État, rencontrera le préfet demain matin. La boucherie, elle, a rouvert dès ce matin avec ses six employés encore sous le choc. Une plainte doit également être déposée aujourd'hui.

Dans un communiqué, la maire de Lille Martine Aubry « condamne fermement ces actes de vandalisme inacceptables », assurant que « la Ville a décidé de se constituer partie civile au côté des propriétaires de la boucherie. »

Lille : Stop au spécisme – épisode 2

Europe 1 / vendredi 18 mai 2018

Les vitrines d'une poissonnerie de Lille ont été vandalisées et son volet roulant tagué « Stop au spécisme », dans la nuit de jeudi à vendredi, trois jours après [l'attaque similaire d'une boucherie](#) du centre-ville.

« Nous sommes arrivés à 06h30 et on s'est aperçus que toutes les vitrines avaient été brisées et le volet roulant tagué », a raconté Albane Haquette, propriétaire de la poissonnerie « Au Petit mousse », située près des halles de Wazemmes, confirmant une information de France 3.

D'imposants impacts de projectiles étaient visibles vendredi matin sur chacune des vitres de la façade, ainsi qu'un tag en lettres jaunes « Stop au spécisme » sur le volet roulant protégeant l'entrée. Le spécisme est une idéologie qui postule une hiérarchie entre les espèces, notamment entre l'être humain et les animaux.

« Nous avons regardé la vidéo surveillance et on voit un groupe de gens aux allures de casseurs, avec des capuches, gantés, habillés en noir, lancer des pavés », a rapporté la gérante.

Cette poissonnerie réputée à Lille est installée depuis 25 ans dans le quartier mais venait d'emménager, il y a un an, dans son emplacement actuel. « C'est écœurant, on ne fait que du poisson de petit bateau et de ligne, on est contre la pêche au chalut, la pêche électrique, on n'est pas une grande surface », s'est indignée Albane Haquette. « On est en démocratie, chacun pense et mange ce qu'il veut, mais véhiculer une telle violence c'est moche ».

La commerçante va porter plainte, tout comme la boucherie « L'Esquermoise » victime d'un vandalisme similaire, avec le même tag « Stop au spécisme » dans la nuit de lundi à mardi. La police est venue inspecter les dégâts et mène l'enquête, a indiqué une source policière.

La mairie va se constituer partie civile. Le président (divers droite) de la région Hauts-de-France Xavier Bertrand et la maire (PS) de Lille Martine Aubry ont annoncé à Albane Haquette leur intention de se rendre sur



place vendredi. Dans un communiqué mardi, Martine Aubry avait dit sa « consternation » après « les actes de vandalisme (...) de la part de militants qui se disent vegan ». Elle avait aussi indiqué que la mairie allait se constituer partie civile.

Dans un communiqué, le préfet du Nord Michel Lalande a lui assuré « suivre cette affaire avec la plus grande attention », rappelant aussi qu'**au mois d'avril « sept boucheries de la métropole lilloise avaient été aspergées de faux sang »**.

This entry was posted in [Liberté animale](#) and tagged [Lille](#), [Nord](#), [poissonnerie](#). Bookmark the [permalink](#).

lisieux

Lisieux (Calvados) : Bordel sur le chantier

Le pays d'Auge / vendredi 18 mai 2018

Les faits se sont produits dans la nuit du jeudi 17 au vendredi 18 mai 2018, sur la zone des Hauts de Glos, à Glos (Calvados), près de Lisieux. **Deux pelleteuses ont été vandalisées** sur un chantier. Le ou les auteurs ont d'abord fait du rodéo, entraînant des dégradations au niveau de la voirie. Ils ont ensuite **utilisé la pelle de l'une, pour écraser la cabine de l'autre. Une des deux pelleteuses a également été incendiée. Elles sont toutes les deux hors d'usage.** Le propriétaire, la société Eiffage, a porté plainte. La gendarmerie a ouvert une enquête.



La société Eiffage réalise des travaux de voirie, de la zone des Hauts de Glos jusqu'au rond-point de Firfol en vue de l'installation de la centrale d'achats des Centres Leclerc, la SCA Normande.

marseille

Grosse mobilisation en gare, partiels annulés ce lundi 14

Dès 3 heures du matin, la gare Saint-Charles était bloquée par les militant-e-s des syndicats. Un peu plus tard dans la matinée, la fac de Droit de la Canebière était bloquée par les étudiant-e-s, causant l'annulation des partiels pour 700 personnes pour la journée.

Malgré la pluie et l'heure matinale, de nombreuses personnes étaient au rendez-vous gare Saint-Charles pour une grosse journée de grève. Les entrées en étaient barricadées et ont tenu une bonne partie de la matinée sans qu'aucun train ne puisse partir. Les usager.ère.s de la gare pouvaient rentrer, les travailleur.euse.s non-grévistes aussi, pas bien nombreux.ses toutefois, puisque le délégué de Sud Rail annonçait 96% de grévistes parmi les cheminot.e.s. Pendant ce temps, d'autres militant.e.s, des étudiant.e.s, des postier.ère.es et des portuaires notamment, sont présent.e.s sur les voies de train.



Quelques photos sont disponibles sur le site de [Sud Solidaires](#). Par ailleurs, un peu partout en France, la grève est elle aussi largement suivie [1], et la SNCF dénonce "une cinquantaine d'exactions, incidents et actes de malveillance" sur les lignes ou les installations, perturbant encore plus un trafic déjà chaotique. A Marseille, c'est une caténaire qui s'est rompue avec le premier TER de la journée, provoquant une grande panne d'électricité, tandis que des câbles d'alimentation sont sectionnés entre Paris et Rouen.

A quelques centaines de mètres de là, devant la faculté de Droit de la Canebière, plusieurs dizaines de personnes bloquaient l'accès à l'établissement depuis un peu avant 8h pour empêcher la tenue des partiels universitaires de sciences sociales délocalisés là par l'administration.

Si les forces de l'ordre étaient restées tranquilles à la gare, elles interviennent cette fois de façon relativement musclée pour débloquer les lieux. Pour tenir le plus longtemps possible, les étudiant.e.s forment une chaîne humaine, de façon à ne pouvoir être exfiltré-e-s qu'un-e à la fois.

Assez vite, quelques coups de matraques volent, quelques coups de pieds de la part de la police également, comme on le voit dans la vidéo ci-dessus, et les sprays lacrymogènes au poivre sont aussi de la partie. Petit à petit, les CRS reprennent le terrain et bloquent à leur tour l'accès au bâtiment, empêchant toute intrusion. Au petit matin, c'est à [Rennes](#) que les occupant.e-s de la fac avaient été délogé-e-s après plusieurs semaines d'occupation.

Apprenant la nouvelle, un cortège de 150 personnes redescend de la gare occupée pour venir prêter main-forte aux étudiant.e-s délogé-e-s et affirmer leur solidarité. Par ailleurs, l'assemblée du personnel universitaire condamne l'intervention policière et annonce la grève pour les trois jours suivants. Et peu après 9h30, c'est officiel, les partiels sont annulés pour la matinée. Ils le seront finalement pour toute la journée, tout comme à [Lyon](#).

Face à ce résultat, tou.te.s les participant.e.s remontent en cortège en direction de la fac Saint-Charles pour s'y réunir en assemblée générale et décider de la suite à donner.

Aujourd'hui, ce mardi 15 mai, l'administration universitaire a de nouveau délocalisé les partiels, cette fois à Saint-Jérôme. Malgré une nouvelle mobilisation de quelques dizaines de personnes ce matin pour tenter de reproduire l'expérience de la veille, la police était déjà présente et les examens ont bien lieu.

Notes

[1] Selon la SNCF, près de 74.4% des conducteur.euse.s, 74.3% des contrôleur.euse.s, 27.58% du personnel total. Même les cadres se sont mis en grève à 10%. C'est au total deux fois plus que la semaine dernière.

[Hérault, France : Les flux de télécommunication sous le feu des critiques ? 9 mai](#)

9000 abonnés ont été sans internet ni ligne fixe sur les communes de Montpellier, Castries, Castelnau-Le-Lez, Saint-Mathieu-De-Trévières et Vendargues, dans l'Hérault le 9 mai dernier. Et ceci, grâce à un incendie mystérieux au-dessus d'une trappe technique d'accès au réseau de fibres optiques d'Orange, qui a entraîné la fusion de câbles optiques de grande capacité situés en souterrain, à l'aplomb de cette trappe. Les réseaux mobiles 3G et 4G sont aussi perturbés dans ces communes. Une enquête est lancée pour connaître les raisons exactes de l'incendie.

On notera par ailleurs que la presse a pris soin de ne pas dévoiler le lieu de cet incendie, à croire qu'il représente probablement un point sensible dans les transmissions de flux de communication et de données.

Deux statues de la reine Victoria sont vandalisées à Montréal

De [subMedia](#)

Communiqué anonyme original produit par le Brigade Henri Paul contre la monarchie, partagé avec subMedia:*

Quelques jours avant la Fête datée et insultante commémorant la reine Victoria, deux statues importantes érigées en hommage à la reine Victoria furent vandalisées pendant la nuit du 17 au 18 mars à Montréal.

Le monument en mémoire à la reine Victoria au centre-ville de Montréal (érigé en 1872), ainsi que la statue de bronze sur la rue Sherbrooke (érigée en 1900) à l'Université McGill, ont été arrosées avec de la peinture rouge.

Cette action se base en opposition au colonialisme et à l'impérialisme, et exprime également une aversion envers la monarchie britannique parasitique (ainsi qu'envers toute monarchie). De plus, nous nous inspirons directement du vandalisme récent (avec peinture verte) des mêmes statues de la reine Victoria à l'occasion de la Saint-Patrick ce mars dernier, action revendiquée par la Brigade de solidarité anticoloniale Delhi-Dublin.

Pour la Brigade de solidarité anticoloniale Delhi-Dublin, ces statues représentent “un héritage criminel de génocide, de meurtres de masse, de torture, de massacres, de terrorisme, de famines forcées, de camps de concentration, de vols, de dénigrement culturel, de racisme et de suprématie blanche.”

Les statues de la reine Victoria devraient être ôtées de l'espace public et placées dans un musée en tant qu'objets historiques. Les statues et les monuments publics ne devraient pas représenter l'oppression. La présence de statues commémorant la Reine Victoria à Montréal est, pour citer la Brigade de solidarité anticoloniale Delhi-Dublin, “une insulte aux nations autochtones en Amérique du Nord (l'Île de Tortue) et en Océanie, ainsi que les peuples d'Afrique, du Moyen-Orient, des Caraïbes, du sous-continent indien, et partout où l'Empire britannique a commis ses atrocités.”

Ces statues sont également insultantes pour les gens qui représentent les luttes irlandaises progressistes, ainsi que pour les Québécois.es. Par contre, nous dénonçons les “Québécois.es de souche” racistes et anti-immigrant.es au Québec (les souchebags) qui tentent de s'appropriier l'héritage des patriotes pour mieux représenter leurs idées néo-fascistes.

Contexte important: notre action d'hier soir contribue à une nouvelle tradition de ciblage de symboles et monuments coloniaux pour qu'ils soient vandalisés et, éventuellement, enlevés: Cornwallis à Halifax, John A. Macdonald à Kingston et à Montreal, le mouvement Rhodes Must Fall en Afrique du Sud, la résistance aux monuments Confédérés aux États-Unis, et bien d'autres encore.

Pour encore citer la Brigade de solidarité anticoloniale Delhi-Dublin: “Notre action est une expression de solidarité anticoloniale et anti-impérialiste, et nous encourageons d'autres gens à entreprendre des actions semblables contre des monuments et symboles racistes qui ont leur place dans des musées, et non dans nos espaces publics partagés.”

— Communiqué par le Brigade Henri Paul* contre la monarchie

** Henri Paul était conducteur du Mercedes de luxe qui transportait la Princesse Diana lors de son accident mortel à Paris en 1997. Chaque membre de la monarchie britannique mérite un conducteur français saoul.*

Prison pour migrant-e-s : une bande anti-construction libère des milliers de criquets dans les bureaux d'architectes



Le siège social de Lemay, 3500 rue Saint-Jacques

Soumission anonyme à MTL Contre-info

Tôt un matin d'avril 2018, notre équipe de construction amateur a relâché des milliers de criquets dans les nouveaux quartiers généraux de la compagnie d'architecture montréalaise Lemay. Nous avons arraché un mur de plywood d'un côté du bâtiment et avons laissé entrer les criquets dans leurs tout nouveaux locaux. En effet, la compagnie Lemay et le Groupe A (situé à Québec) ont obtenu un contrat pour construire un nouveau centre de détention de migrant-e-s à Laval, en banlieue de Montréal. Son ouverture est prévue pour 2020. Nous sommes opposé-e-s aux frontières, aux prisons et aux centres de détention de migrant-e-s. Nous luttons pour un monde où toutes et tous sont libres de se déplacer et de s'établir; un monde libre de la suprématie blanche, du capitalisme, du colonialisme et du patriarcat.

Nous voyons cette action comme le début d'un effort concerté pour empêcher la construction de ce nouveau centre de détention de migrant-e-s. Les criquets sont réputés pour se reproduire rapidement et sont particulièrement difficiles à exterminer; leur bruit constant et leur prolifération rapide dans n'importe quel espace font de ces derniers bien plus qu'une simple nuisance. Ils se multiplieront dans les murs du bâtiment greenwashé de Lemay, dans Saint-Henri, un quartier en gentrification, et ce, même après que le mur que nous avons enlevé ne soit remplacé. Pendant ce temps, notre résistance s'organisera face au centre de détention des migrant-e-s et à tout ce qu'il représente.

Ce nouveau centre de détention pour migrant-e-s à Laval a été proposé dans le cadre d'un «ajustement» du système d'immigration proposé par le gouvernement canadien. La plus grande partie de cet ajustement est dirigé vers les infrastructures : des 138 millions accordés, 122 seront dépensés dans la construction de deux nouveaux centres de détention (à Laval et à Surrey, en Colombie-Britannique) ainsi que dans l'amélioration du centre de détention en fonction à Toronto. Le gouvernement justifie ces mesures en prétendant que les «centres» (pour ne pas dire prisons) ne respectent pas les standards internationaux. Il y a d'ailleurs quelque chose d'ironique à voir que tout en investissant dans de nouvelles prisons pour migrant-e-s, il prétend vouloir trouver des alternatives à la détention.

Ces nouvelles installations sont présentées comme des “meilleures” prisons. Elles sont supposément issues d’un design “non-institutionnel” et ont des espaces extérieurs et un accès facile aux familles ainsi qu’aux représentant-e-s d’ONG, mais priorisent tout de même la “sécurité publique” par l’incarcération. Les compagnies mandatés pour la construction du centre à Laval sont connues pour concevoir des palais de justice et des prisons “LEED”, ainsi que des bibliothèques et des pavillons universitaires. Il est difficile d’imaginer que cette nouvelle prison ne donnera pas une impression “institutionnelle”. La tentative du gouvernement Trudeau rappelle celle par le gouvernement fédéral dans le système carcéral pour femmes des années 90 et la tentative du gouvernement ontarien [d’assouplir son système carcéral](#). Les réformes dans les centres de détention visent à redécorer des bâtiments d’où il est interdit de sortir pour prétendre qu’il est acceptable d’y enfermer des personnes.

La nouvelle prison de Laval semble avoir une capacité semblable ou légèrement supérieure à celle du centre présentement en fonction (de 109 à 144 personnes, la nouvelle aurait une capacité d’enfermer 121 personnes). Alors que les dernières années enregistrent un taux plus bas d’incarcération de migrant-e-s et que les gouvernements prétendent vouloir le réduire davantage, ce projet laisse penser qu’il ne s’agit que de mensonges. Étonnant. Comme il a été dit, “construisez les, et ils se rempliront”. Il est peu probable d’assister à une réduction du nombre de détenu-e-s.

Voyons cela de plus près. En tant qu’acteur de l’ajustement” du système d’immigration, le ministre de la sécurité publique Ralph Goodale a annoncé l’intention du gouvernement d’explorer des “alternatives à l’incarcération”. Dans le rapport qui a été écrit sur la réforme, le gouvernement affirme que les alternatives à l’incarcération incluent “la possibilité de s’identifier par téléphone pour ne pas avoir besoin de se rendre en personne aux services frontaliers, l’augmentation de la liberté de mouvement, la facilitation des critères et l’optimisation de l’efficacité”. C’est-à-dire rendre le travail des flics des frontières plus facile et sauver de l’argent.

Les alternatives les plus connues de l’incarcération des migrant-e-s incluent les maisons de transition et le port de bracelets électroniques ainsi que la probation à travers des ONG qui sont prêtes à agir comme gardiens de prison. Ces mesures sont préférables à l’enfermement. Alors que la prison est le bâton qui menace de frapper, elles représentent la carotte qui discipline. Dans tous les cas, elles servent de légitimation à l’usage de l’emprisonnement (“nous vous avons donné le choix d’utiliser la reconnaissance vocale même si vous ne pouviez pas régulariser votre statut car vous alliez être déporté-e, mais vous avez disparu, il faut donc vous jeter en prison”). Les alternatives à la détention sont des formes plus sophistiquées de contrôle de migrant-e-s qui permettent à l’État de paraître charitable tout en déportant et en emprisonnant des personnes qui ne les respectent pas.

La stratégie d’implanter des alternatives à la détention ne ferait qu’accentuer la collaboration entre les ONGs et le gouvernement pour la détention des migrant-e-s, en échange du financement pour payer les salaires des employé-e-s. En 2017, le gouvernement a signé un nouveau contrat avec la Croix Rouge pour évaluer les conditions dans les centres de détention des migrant-e-s. Par contre, la Croix Rouge surveille techniquement ces conditions depuis 1999, il s’agit seulement de la première fois qu’ils reçoivent un “financement de base” de la part du gouvernement. Avec 1.14 million en deux ans, la Croix Rouge continuera à “évaluer” les centres de détention et à dire au gouvernement que tout va pour le mieux, légitimant la continuation de l’emprisonnement des migrant-e-s. N’est-ce pas merveilleux, quand les ONGs font bien paraître la répression du gouvernement?

Qu’est-ce qui ressort de cet ajustement au final? Plus d’argent pour les prisons répressives, un peu d’argent pour des formes moins violentes de contrôle des mouvements et un peu pour la Croix Rouge. Dans le contexte des migrations à la frontière américaine de ceux et celles qui fuient le régime de Trump, un contexte où la plupart de ces personnes n’obtiendront jamais de statut de réfugié et pourraient bien se retrouver dans un centre de détention, nous voulons empêcher la construction de ce nouveau centre de détention des migrant-e-s. Selon nous, c’est un moment opportun, c’est même le seul moment, pour intervenir pour arrêter le cours des choses. Nous nous mobilisons contre cette nouvelle prison en gardant en tête que nous voulons aussi faire fermer l’ancienne. Nous voyons la prévention de la construction de cette prison uniquement comme une partie d’un combat bien plus grand pour détruire celles qui existent déjà.

En plus de placer cette lutte dans le contexte d'une "crise migratoire" globale, nous comprenons aussi que celle-ci s'inscrit aussi dans le contexte de la montée de l'extrême droite. Storm Alliance, un groupe d'extrême droite raciste et anti-immigration a organisé une poignée de manifestations à la frontière, souvent rejoint par La Meute, un groupe populiste spécifiquement québécois. Influencé par les rhétoriques anti-immigrante et d'extrême droite sur internet, Alexandre Bissonnette a fusillé et tué six personnes dans une mosquée de Québec il y a un an et demi. TVA et le Journal de Montréal ont aussi publié une fausse nouvelle islamophobe pour faire moucher la haine.

Avec tout cela en tête, nous comprenons que la lutte contre la construction de ce nouveau centre de détention est une lutte anti-fasciste, qui est elle-même une lutte contre la suprémacie blanche. Nous souhaitons lier nos actions avec celles d'autres personnes dans nos communautés, proches et éloignées, qui se battent également contre la suprémacie blanche et la montée de l'extrême droite. Même si nous combattons le libéralisme et sont gouvernement actuel au Canada, nous nous battons aussi contre l'extrême droite et leurs désirs d'un avenir plus violent.

Nous sommes inspiré-e-s par l'action récente pour empêcher la déportation de Lucy Granados. Nous sommes inspiré-e-s par le courage quotidien des personnes sans statut et par ceux et celles qui s'organisent et se rassemblent pour protéger nos communautés. Nous sommes inspiré-e-s par toutes les personnes qui se lèvent contre les frontières, les prisons et les autres formes de domination. Nous sommes inspiré-e-s à lutter pour leur liberté de s'installer et de se déplacer, et vous appelons à lutter avec nous.

Lemay n'est pas la seule entreprise impliquée dans la conception et la construction de la prison, et n'est donc pas le seul point de pression possible. Des plans architecturaux de Lemay, aux contributions du Groupe A, aux matériaux et aux équipes de constructions, il faut des ressources multiples pour bâtir une prison. Ceci est un appel pour plus de recherche, de discussions, et d'actions autour de Lemay spécifiquement, mais aussi de toutes les autres firmes et groupes qui sont impliquées dans le projet. Nous espérons voir d'autres bandes anti-construction agir dans le futur et nous espérons que ce projet devienne l'objet d'une campagne soutenue, capable de rassembler plusieurs personnes et groupes vers un futur sans prisons ni frontières.

Nous espérons que la résistance à cette prison continuera de proliférer, plus vite et plus loin que ces milliers de criquets.

nantes

[Nantes: Répression du mouvement étudiant](#)



publié le jeudi 17 mai 2018 à 00:26 | Université de Nantes en lutte |

Depuis le début du mouvement étudiant, la présidence de la faculté et la préfecture tentent d'intimider les étudiant-e-s mobilisé-e-s. Chaque acte posé, même le plus minime, se voit fermement condamné par communiqué adressé à tou-te-s les étudiant-e-s et des plaintes sont déposées. Ainsi, des personnes prises au hasard parmi les étudiant-e-s et lycéen-ne-s mobilisé-e-s reçoivent des convocations au commissariat et des menaces de sanctions disciplinaires pour la pendaison d'une effigie de Macron, quelques jets de peinture sur la présidence ou l'enfarinage d'un doyen qui menaçait depuis des semaines des étudiant-e-s. Ces menaces ont un fondement politique, visent à faire peur et à empêcher la contestation en isolant des personnes précises des autres dans le but de casser toute solidarité. Il s'agit clairement de réprimer un mouvement d'ampleur et pas de chercher à rétablir un ordre fantasmé. On a pas vu Olivier Laboux porter plainte quand des fascistes ont attaqué des militant.e.s et exilé.e.s qui occupaient le château du Tertre, quand Didier Delorme a menacé des étudiant-e-s couteau en main, ou quand un étudiant mobilisé a été agressé avec un pied de chaise lors d'un blocage.

Le début des partiels a marqué le franchissement d'un cap dans la répression. En plus d'appeler les flics pour matraquer à tout va des étudiant-e-s devant les lieux des partiels, la présidence de l'université ne se prive pas d'interpeller des personnes par leur nom, de les insulter, de prendre en photo celles et ceux qui décident de boycotter les partiels et d'opérer un fichage administratif leur permettant de menacer des étudiant-e-s de commission disciplinaire ou de les empêcher de s'inscrire l'année prochaine. Certain-e-s vont même encore plus

loin en livrant des informations aux flics, noms et visages, qui procèdent ensuite à des interpellations. Mardi devant la Trocardière, deux personnes ont été embarquées et ont passé jusqu'à 30 heures en détention. L'une d'elle est poursuivie pour outrage sur un membre de la présidence et a été placée sous contrôle judiciaire, avec interdiction de pénétrer dans l'enceinte de l'université, jusqu'à son procès au mois de juin, une mesure complètement disproportionnée et inédite pour ce type d'infraction. L'autre a été arrêté alors qu'il s'en allait en voiture, klaxonnant au passage les étudiant-e-s pour manifester son soutien, un policier s'est alors jeté sur sa voiture pour l'interpeller, il est également convoqué au tribunal.

Contre toutes les répressions, qu'elles soient policières, judiciaires ou administratives, nous appelons à rester solidaires et à nous mobiliser jusqu'à ce que toute poursuite soit abandonnée à l'encontre des étudiant-e-s mobilisé-e-s et leurs soutiens. Nous appelons également à une manifestation jeudi 17 mai, dans la foulée du rassemblement à 14h devant le commissariat de Waldeck pour soutenir le lycéen convoqué suite à la pendaison de Macron.

paris

Champigny-sur-Marne, France : Sale temps pour la flicaille

Dans la nuit de vendredi 11 à samedi 12 mai à Champigny-sur-Marne, la nuit a été plutôt difficile pour les bleus. Une cinquantaine de personnes, réparties en plusieurs petits groupes, s'en sont pris aux keufs une bonne partie de la nuit: tout a commencé peu après minuit avec l'attaque du commissariat de quartier à coups de mortier.



Trois policiers se trouvent à l'intérieur au moment des faits. Des flics arrivés en renfort visent alors les différents groupes à coups de LBD et de deux grenades de type MP7.

Au même moment, une équipe de la BAC est attaquée un peu plus loin, au niveau de la place Rodin, à coups de mortiers, cocktails Molotov, cailloux et bouteilles de verres. L'abribus situé sur la place est explosé, et deux voitures garées devant les locaux d'un bailleur social sont incendiées, tandis que deux autres véhicules garés dans le secteur sont dégradés. Les flics rappliquent dans le quartier du « Bois l'Abbé » en nombre, font usage à de multiples reprises de leurs LBD et de leurs grenades de désencerclement (quatre reprises selon la presse), blessant « quatre émeutiers au torse ». Avant de disparaître, deux gros containers à poubelles sont enflammés et balancés sur une bagnole de keufs. La presse ne dit rien au sujet de la suite et des éventuels dégâts, mais précisent que les flics arrivaient à ce moment-là à court de munitions. Trois personnes ont été arrêtées ce samedi, soupçonnées d'avoir pris part aux affrontements.

Cette nouvelle nuit d'émeute intervient dans un contexte de révolte contre la police ces derniers temps. Il semblerait que certains faits récents aient particulièrement alimenté cette haine saine contre les défenseurs des riches et de l'Etat : dans la soirée du samedi 5 mai, trois personnes sont arrêtées, soupçonnées d'avoir tiré des mortiers sur le comico un peu plus tôt. Elles seront placées sous contrôle judiciaire et jugées le 8 juin prochain. Après que deux vidéos de leur interpellation ont largement circulé (sur lesquelles on voit deux policiers à deux moments différents donner un coup dans la jambe à deux hommes qui chutent au sol et se font emmener. L'un d'eux était alors menotté). Un rassemblement se tient le lendemain soir devant le poste de police « pour demander des comptes sur ces violences ». La mère d'un des des trois interpellés, venu prendre des renseignements car sans nouvelles de son fils, est accueillie par un nuage de lacrymo en pleine figure. Plus tard,

un deuxième rassemblement se tient, cette fois-ci bien plus vénère: caillassages du comico et incendies de poubelles situées en face. Personne ne sera arrêté.

C'est alors qu'interviennent « les acteurs locaux », les pacificateurs qui ne disent pas leur nom, qui pensent pouvoir « renouer le dialogue qu'ils estiment rompu » avec la police, comme si celui-ci existait avant... Outre l'appel au calme des animateurs du quartier, qui chialent pour le sort d'une bagnole retrouvée carbonisée au petit matin, quelques perles sont lâchées par les élus locaux du PCF, dont Valérie Zélioli, 1^{re} adjointe au maire: « les policiers, on en a besoin », avant d'ajouter qu'elle veut « croire en la justice s'il y a des dérapages, de n'importe quel côté ». Philippe Sudre, adjoint au maire « à la prévention et au droit à la tranquillité publique », annonce qu'une rencontre va être organisée « entre le commissaire et une délégation pour échanger avec lui.

Un animateur lance une banalité si répandue, phrase que l'on entend si souvent dans les milieux radicaux quand il s'agit d'évoquer la solidarité offensive avec des potes et compas interpellé.e.s: « Si les émeutes continuent, ça va se retourner contre les premiers jeunes interpellés... » La révolte est partagée et quand certains tombent pour des actes, une façon de ne pas les laisser seuls est de continuer d'agir, de les reproduire et de chercher à les propager. Penser que « ça va se retourner contre [les inculpés] c'est ni plus ni moins endosser la robe du juge ou de l'uniforme du flic, de penser avec un code pénal dans la tête.

Pour rappel, il y a environ trois semaines (début avril), sept jeunes ont été placés en détention provisoire pour les événements de [la nuit du réveillon à Champigny, lors de laquelle deux flics avaient été roués de coups](#). Une vague de 14 interpellations avait eu lieu dans toute l'Ile-de-France.

INVITATION à ACTION en soutien à la lutte à BURE contre le projet de poubelle nucléaire - vendredi 18 mai

Bonjour à toutes et tous,

En réaction aux expulsions de février dernier des habitant-e-s du bois Lejuc et en attendant la grande journée de mobilisation du 16 juin à Bar-le-Duc, nous vous invitons à rejoindre l'action du vendredi 18 mai 2018 à Paris. Nous avons besoin, pour cette action, de toutes les forces disponibles pour que l'appel des chouettes hiboux de Bure puisse résonner bien au-delà de la Meuse et la Haute-Marne.

Cette action ... késako ?

En juin 2016, une forêt (le bois Lejuc) est libérée de l'emprise (illégale et surtout illégitime) de l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets RADioactifs (ANDRA). Un long mur de béton est alors abattu par les opposant-es. Les "hiboux", résistant-es qui vivaient avec les arbres, sont violemment expulsé-es le 22 février dernier. Le territoire est actuellement sous occupation militaire : brutalités et surveillance policières permanentes à l'encontre des habitant-es, perquisitions à grand spectacle, condamnations pénales de nombreux opposant-es ...

C'est le moment d'étendre la lutte, de reprendre un peu de force et de visibilité et de (ré)affirmer la solidarité entre tou-tes les opposant-es. Un appel à une journée décentralisée d'actions synchronisées circule et propose pour cela de monter une ou plusieurs cabanes dans les arbres, dans un maximum de villes. Cette action doit nous permettre de communiquer sur l'expulsion illégale de février dernier, ainsi que sur les multiples procès passés et en cours qui caractérisent la répression que subissent les opposant-es au projet de poubelle nucléaire Cigéo.

Pour soutenir cette installation de cabane, tracter et échanger avec les passant-e-s, faire entendre nos slogans avec joie et détermination, nous vous donnons rendez-vous le vendredi 18 mai à 15h30 à la station St Michel sur le quai de la ligne 4 direction Porte de Clignancourt, pour un départ collectif vers le lieu de l'action.

Pour plus d'infos : contacter [cabaneidf18mai\(at\)riseup.net](mailto:cabaneidf18mai(at)riseup.net) - se renseigner sur [vmc.camp](#)

PS : même si cette ballade s'annonce plutôt tranquille, rappelons-nous que titiller l'État nucléaire et ses complices (même sans pelle à tarte), c'est s'exposer à de grandes chances de répression.

[Tolbiac, révolte-toi ! retour sur un mois d'occupation](#)

Tolbiac, révolte-toi ! retour sur un mois d'occupation

[Paris](#) | [université](#) | [luttés étudiantes](#) | [Mouvement contre la sélection](#)

Pendant un peu moins d'un mois, le site universitaire Pierre-Mendès France (Tolbiac) fut occupé dans le cadre de la lutte contre la loi ORE. A l'heure où cet article est écrit, le mouvement n'est pas fini mais subit une forte contre-offensive gouvernementale et policière. Il nous paraît important, en tant qu'étudiants de Tolbiac, de faire un bilan public de cette occupation, bilan qui nous permet de saisir certains aspects essentiels de ce qui s'est passé à Tolbiac en mars et en avril 2018. Nous aimerions aussi inviter les étudiants des autres facs occupées à reproduire ce geste qui nous permettra d'accéder à une vision globale de la situation actuelle afin d'avancer dans la perspective de requalification stratégique du mouvement dans les temps à venir.

Historique

Le mouvement sur la fac de Tolbiac commença localement le 18 janvier avec l'envahissement du conseil d'administration de Paris 1, chargé de trancher sur les attendus à faire remonter pour trier les lycéens. Cet évènement fut le début d'une confrontation qui allait être de plus en plus directe vis-à-vis de la présidence, avec des rapports qui se sont détériorés sur le long terme au fil de la montée des tensions. La ligne du président Georges Haddad reflétait en vrai la ligne politique gouvernementale : "circulez, il n'y a rien à voir !". En ce moment de grève des copies qui se diffuse, on constate que cette ligne n'a pas trop bougé.

Il y eut beaucoup d'AG et quelques manifs entre février et mars. À chaque fois il y avait un petit peu plus de monde, bougeant à coups d'éclats inattendus et longs moments d'ennui. Le murissement de la Commune de Tolbiac a été très graduel, au fil des blocages qui s'imposaient, quelques jours ciblés comme en 2016. La première occupation d'une nuit à la mi-février, qui ne s'est pas super bien passée à cause des pressions administratives, a été une preuve générale. Les vacances de printemps (février) ont coupé le rythme et à la rentrée on n'y croyait plus vraiment. Les AG ont pourtant commencé à grandir grâce aux blocages répétés et l'idée du blocage total et illimité s'est graduellement imposée dans les esprits.

C'est le lundi 26 février que l'occupation fut décidée : elle a commencé de manière assez tranquille, avec une puissance progressive qui grandit jusqu'aux moments de joie teufarde qui se déchaîneront dans les semaines suivantes.

Une séparation entre AG et réalité du mouvement.

L'incisivité du discours politique produit tout au long de la mobilisation à Tolbiac a été frappant et reconnu transversalement : contre la sélection, ouvrir les portes de l'université, pour en faire un lieu capable d'aller au-delà de la logique de marchandisation capitaliste et des mécanismes de formation et reproduction matérielle et idéologique de la force de travail contrôlée par la hiérarchie étatique. L'université devient ainsi "commune" : lieu de concentration de force sociale où essayer de pratiquer la "convergence en acte" des luttes en cours dont on parle depuis 2016 et en faisant émerger dans les formes d'opposition à la loi ORE des éléments d'imagination d'une autre université possible. Toutefois, au-delà de ces éléments de puissance exceptionnelle, un retour sur cette occupation nous permet en même temps de relever certains défauts, en sachant que leur thématisme politique est le premier pas pour leur dépassement.

En premier lieu, on peut relever la caducité du modèle organisationnel traditionnel étudiant, formé par le couple AG/comité de mobilisation. Rappelons tout d'abord que dans ce modèle organisationnel l'assemblée générale occupe une place prépondérante dans la mobilisation. Elle est chargée de donner une légitimité démocratique aux différentes propositions des étudiants mobilisés. Le comité de mobilisation, de fait plus restreint, se charge quant à lui de mettre en pratique les décisions de l'AG. Ces deux instances sont régies selon un certain nombre de pratiques telles que l'usage de tribune, de liste d'inscrits ou du temps de parole limité. Là où le bât blesse,

c'est que dans la pratique l'AG, malgré les taux de participation inédit qu'elle a touché, n'a jamais été un lieu d'organisation opérationnelle mais plutôt un mini parlement où chaque tendance politique (des anti-bloqueurs aux autonomes en passant par les militants gauchistes) se livrait à une bataille pour séduire le plus d'étudiants-spectateurs. Pour un étudiant lambda se ramenant dans une AG, son rôle se résumait à peu de choses : Il écoute, applaudit, vote, mais n'agit pas directement. Il n'a pas de rôle actif au sein de l'AG mais sert plutôt de support à ceux qui veulent faire passer des propositions. L'AG rend ainsi passive la majorité des étudiants et ces derniers se retrouvent donc à agir par procuration en laissant le comité de mobilisation mettre en place ce qui a été voté.

Conséquence logique de ceci, il en résulta une séparation entre l'AG de Paris 1, qui pouvait pourtant rassembler plus d'un millier d'étudiants, et la réalité du mouvement social d'ampleur à laquelle seule une minorité, parmi laquelle beaucoup de militants, prit part. Cette différence en disait long sur le problème que posait ce dispositif qu'est l'AG, mais certains militant gauchistes n'en tinrent pas compte, du moins tant que les AGs étaient remplies [1]. Le risque implicite dans cette tendance consiste dans l'absence d'attention pour l'aspect qualitatif de la mobilisation (son efficacité, la capacité de frappe de ces initiatives), sous-estimé par rapport à l'aspect quantitatif des AG et des cortèges étudiants. En effet une fois l'enjeu du blocage et de l'occupation dépassés peu de perspectives d'actions furent proposées. Certes il y eu quotidiennement des « cours alternatifs » organisés sur Tolbiac, mais ceux-ci étaient pour la plupart déconnectés des enjeux de la lutte qui était en cours.

L'incapacité de pratiquer réellement des formes d'action immédiate, d'accumuler force et liens durables dans la fac afin de les faire déboucher sur des initiatives tournées vers l'extérieur, a été alors parfois imputée au comportement peu inclusif des occupants. Ce qui nous intéresse plutôt de souligner est un élément structurel : les problèmes inhérents au couple AG-Comité de mobilisation qui allaient forcément mener à une baisse de participation et des obstacles à la pratiquer de connexion de différents foyers de lutte. À partir du moment où il n'y a plus rien à voter (et encore moins à faire) qu'est-ce qui retient un étudiant dans une AG ? C'est à ce moment là, une fois le blocage illimité de Tolbiac décidé, qu'il aurait fallu enclencher une autre vague de propositions fortes, autant que l'occupation.

Horizontalité et démocratisation.

Ce modèle organisationnel impliqua aussi la présence au sein de la mobilisation du phénomène que l'on peut qualifier comme "démocratisation". La volonté de faire de l'AG une instance capable de représenter les étudiants, position tenue entre autres par certains noyaux organisés, a fourni plus d'un argument aux anti-bloqueurs pour contester ce qui était acté dans le cadre du mouvement. En voulant s'appuyer sur une prétendue « légitimité démocratique », le mouvement a ouvert la porte de l'AG à ces derniers, faisant de celle-ci le lieu d'une joute verbale continue, ce qui nous fit perdre du temps et de l'énergie. Le comble resta le moment où la tribune imposa la tenue d'un vote pour savoir si *La Cocarde étudiante*, syndicat étudiant anti-bloqueur et réputé d'extrême-droite devait quitter l'AG ou non.

Les procédures formalisées de la démocratie ne sont pas émancipatrices par essence. Elles sont une des formes que peut prendre la lutte, mais ce qui importe véritablement est son contenu. Qu'une forme d'organisation soit démocratique ou non, peu nous importe, la véritable question est de savoir si cette dernière offre, dans les conditions qui sont celle du moment où elle émerge, une montée en puissance tant quantitative que qualitative du mouvement, de ses modes d'organisation et de son efficacité. La réponse donnée alors aux problèmes posés par l'AG ne fut pas mieux. Les assemblées qui eurent pour objectif de gérer l'occupation ne purent la remplacer dans son rôle mobilisateur car trop informelles et rarement annoncées publiquement. Peut être que ce qui a fait défaut à ce moment là fut une alternative non démocratique et inclusive à la traditionnelle AG, alternative qui aurait pu potentiellement initier des actions justifiant l'investissement des étudiants non-occupants dans la mobilisation.

Nous n'avons pas de modèle en main pour répondre à cette problématique, mais nous savons que le démocratisation tel qu'il s'est parfois exprimé dans le mouvement étudiant n'est pas une solution.

Mots d'ordre et imaginaire du mouvement.

Comme c'est le cas à chaque fois que les différents gouvernements touchent à l'enseignement supérieur, la mobilisation prit rapidement pour mot d'ordre « la défense de l'université », comprendre ici l'université à la française telle qu'elle existait durant les trente glorieuses. Dans l'argumentaire dominant du mouvement se retrouvait l'idée que le gouvernement et ses prédécesseurs, guidés par un idéal néolibéral, agiraient depuis des dizaines d'années en vue de faire de l'université une entreprise et de marchandiser le savoir. Ce qui nous intéresse à ce niveau c'est d'insister sur les éléments discursifs qui allaient au-delà du couple symétrique du "public" et du "privé". Bref, insister sur la nécessité de dépasser le discours d'une bonne partie de la gauche s'attachant au modèle d'université "à la française".

D'une analyse aplatie sur la défense du service public de l'université il n'était pas étonnant qu'en découle l'usage de l'imaginaire de l'autogestion et du « pouvoir aux travailleurs » appliqué à l'université. Dans ce cas-là, l'identité étudiante se trouve alors réaffirmée et risque de renforcer le corporatisme du mouvement. Nous avons été quelques-uns à s'être tués à répéter cette hypothèse pendant la mobilisation : l'université actuelle a pour seule raison d'exister le fait d'être une fabrique à travailleurs intellectuels, le service public n'est pas opposé à l'économie et à sa logique, et le savoir universitaire a toujours été une marchandise, la seule différence par rapport à autrefois est qu'elle se vend moins bien. Combattre le principe de sélection seulement à l'université n'a aussi aucun sens quand on sait que la sélection sociale ne s'opère pas seulement à l'entrée de l'université et que cette dernière n'est qu'un complément spécifique d'un projet de reconfiguration plus général du marché du travail. Dès lors, comme disait un tract diffusé au début de ce mouvement : « Lutter en tant qu'étudiant, c'est manquer le coche de ce que cette loi de sélection peut solliciter : la critique du monde qui la régit » [2].

Autre aspect important de la mobilisation, les lycéen.ne.s en ont été les grand.e.s absent.e.s et le mouvement a donc été mené par des personnes déjà sélectionnées (on trouvait même parmi les militants gauchistes des personnes en master, donc non concernées ni par la sélection, ni par la modularisation de la licence), ce qui amena à une moralisation du débat concernant la loi ORE. L'accent étant mis sur la sélection et non sur certaines mesures comme la fin des rattrapages, les étudiants ne pouvaient alors que rester dans un rapport d'extériorité vis à vis de la lutte. Cet esprit d'extériorité s'est retrouvé dans les slogans appelant à « ouvrir l'université aux enfants d'ouvriers » [3] ou dans celui d'« éducation pour tous ». La moralisation du débat fait d'ailleurs écho à l'absence dans la mobilisation régionale des facs réputées populaires (mise à part Paris 8 qui est encore occupée à l'heure où nous écrivons). Ces enjeux résultent encore ouverts et déterminants à l'heure actuelle, dans un moment de requalification du mouvement où son élargissement et sa généralisation sont encore plus urgents.

Une guerre médiatique.

La question des médias dans l'occupation de Tolbiac est très importante en ceci qu'ils ont occupé une place prépondérante dans le rapport de force qui s'établissait entre d'un côté les occupants et de l'autre l'administration de Paris 1 et l'État.

Du point de vue de ces derniers les médias ont été leur principal outil afin de mener une guerre de communication ayant pour but de discréditer l'occupation et donc de justifier a priori une future évacuation du centre. A chaque fois que l'occasion se présentait donc, nous eûmes droit à une attaque en règle (justifiée ou non) contre l'occupation. Le saccage du local de l'UEJF, les dégradations, l'attaque de Tolbiac par les militants d'extrême droite, la découverte de cocktails molotov, la supposée attaque d'un vigile par des occupants, voici quelques-uns des faits qui permirent à Haddad de montrer que « l'anarchie » régnait à Tolbiac et que cela justifiait son évacuation dès que possible.

Du côté des occupants la question des médias prit aussi une place importante, l'enjeu était de contrer la campagne de diffamation opérée par l'administration et de présenter aux étudiants de Paris 1 ainsi qu'à l'opinion publique une autre facette de l'occupation. Cependant, ce désir de montrer une autre facette et de recentrer le débat autour de la loi ORE se confronta à l'hostilité à l'encontre des médias d'une grande partie des occupants. Des interventions directement auprès des médias eurent tout de même lieu, mais elles furent globalement monopolisées par les groupes organisés [4]. En parallèle un auto-média fut créé, mais s'avéra assez

peu efficace vu le peu de choses qui furent produites et ne put donc remplacer les médias dans leur rôle de communicants de l'occupation.

La conséquence de cela fut que la question des médias et plus généralement de l'image que pouvait avoir l'occupation prit une place si importante que toutes les assemblées (comités de mobilisation, AG d'occupation, réunions informelles) se retrouvaient à tourner principalement autour de ça. Cette obsession vis-à-vis des médias dépassa largement le cadre des habituels accros des journalistes et finit par empiéter dans les assemblées sur ce qui devait être vraiment discuté, à savoir l'élargissement des perspectives d'actions. Plus concrètement cette obsession s'est répercutée sur la façon dont les occupants ont traité l'affaire de la potentielle personne dans le coma après l'expulsion de Tolbiac [5]. L'importance stratégique que pouvait représenter une personne dans le coma ainsi que la temporalité médiatique sont peut-être les causes de ce qui se transforma en un énorme échec médiatique pour les occupants, alors accusés de véhiculer des « fake news » pour les besoins de leur lutte.

Fin de la centralité de la manifestation et affirmation de l'identité étudiante.

Jusqu'à présent, la mobilisation de Tolbiac s'est distinguée de celle de 2016 sur au moins deux points. Tout d'abord par la forte présence des étudiants à l'AG de Paris 1 : alors que pendant le mouvement contre la loi Travail les plus grandes AGs de Tolbiac ne rassemblaient pas plus de quelques centaines de personnes, nous avons pu assister au cours des derniers mois à des AGs pouvant en rassembler plus de 1200. Le mouvement semblait donc localement massif, beaucoup plus en tout cas que par rapport aux mobilisations précédentes. En revanche cette présence massive ne s'est pas traduite par une sortie dans la rue. En effet la deuxième différence entre aujourd'hui et 2016 est que la manifestation ne fut pas une pratique centrale pour les étudiants : lors du mouvement de 2016 à Paris, cette centralité s'imposa face au peu d'agitation qu'il pouvait y avoir sur les facs elles-mêmes. C'est d'ailleurs en partie de cette impossibilité d'occuper une quelconque fac parisienne de façon pérenne, c'est à dire d'établir un *territoire* qui serait le lieu de la mobilisation, qu'émergea le cortège de tête.

Mais l'occupation étant actée à Tolbiac (et dans de nombreuses autres facs en France), un *territoire* fut établi et il n'était plus nécessaire d'en chercher un au sein de la manifestation. La manifestation offrit alors un intérêt limité et ce qu'on continua à appeler le "cortège de tête" en 2018 ne fut – pour une partie consistante des étudiants mobilisés – que le cortège des radicaux, du black bloc et des autonomes. La menace d'une possible expulsion de Tolbiac, la gestion de l'occupation et la répression dans les manifestations furent autant de raisons qui firent que les cortèges partant de Tolbiac pour rejoindre les manifestations furent si peu denses par rapport au nombres de personnes passant quotidiennement à Tolbiac. Le mouvement étudiant s'est donc décentré par rapport à 2016, passant des avenues parisiennes à la fac de Tolbiac.

Ce décentrement de la mobilisation eut des conséquences significatives sur le rapport qu'ont entretenu les étudiants mobilisés avec l'identité étudiante. Si au sein du cortège de tête de 2016 les personnes s'y mêlant pouvaient dans une certaine mesure se défaire des identités que le capital leur avait assigné [6] (ce fut son seul et unique mérite), l'occupation de Tolbiac produisit l'effet inverse. L'idée de gérer de manière alternative la fac où jusqu'alors on ne venait que pour suivre des cours s'appuya sur le fait que les occupants étaient des étudiants de Tolbiac comme nous l'avons dit un peu plus haut. Cette occupation fut pensée comme l'occupation-des-étudiants-de-Tolbiac ce qui la condamna à renoncer à toute perspective radicale, clé de l'élargissement d'un mouvement.



Conclusion

En définitive, l'occupation nous a appris qu'il faut impérativement repenser les formes d'organisation de la lutte pour ne tomber ni dans le piège démocrate ni dans l'impasse groupusculaire. L'organisation n'est pas une fin en soi, elle se doit de répondre à des objectifs pratiques définis sur le court, moyen et long terme dans le cadre d'une lutte donnée.

Cette réflexion sur l'organisation doit nous amener à une réflexion plus globale à propos du monde qui nous entoure. La faible analyse de ce qu'est l'université par une bonne partie des occupants fut un exemple concret de l'absolue nécessité d'entamer des réflexions théoriques au sein des luttes. Si l'on creuse et établit un cadre d'analyse cohérent par rapport au contexte socio-politique, on pourra réellement dégager des perspectives communes à l'ensemble du mouvement social, au lieu de croiser les petites bulles entre elles. Cela passe ici par la déconstruction du prétendu "sujet étudiant" et de son "identité" imaginaire.

Ces quelques pistes pourraient nous permettre d'éviter lors d'évènements futurs ces moments où la situation ne fait plus sens et où la convivialité est écrasée par un climat d'impuissance. Trouvons des points communs, mettons les en pratique et tirons en des conclusions après coup. C'est pour ça qu'écrire cet article en pleine occupation n'aurait pas eu de sens ; quand on est pris dans le feu de l'action, l'immédiat pèse beaucoup plus que l'absolu.

Deux étudiants de Tolbiac, Mai 2018

Notes

[1] Dès le début du mouvement en février, des vifs débats avaient secoué le comité de mobilisation pour trancher sur la forme organisationnelle ; des personnes qui ayant osé de proposer ce qu'ils appelaient « AG-pétale » (une sorte de dispersion de l'AG en commissions dont le modèle ne correspond pas forcément à l'avis des auteurs) avaient été traités comme des fous par les militants gauchistes.

[2] Contre le monde et sa sélection : <http://www.19h17.info/2018/03/01/contre-monde-selection/>

[3] On notera, pour faire écho avec l'absence de critique de l'université, qu'une université ouverte aux enfants d'ouvriers ne supprime pas les emplois d'ouvriers et qu'au final il y aura toujours des gens qui seront obligés de les occuper pour vivre.

[4] Pour l'anecdote, cette soif d'intervention médiatique de la part des militants gauchistes en mena un à se réfugier dans un amphi lors de l'attaque de Tolbiac afin de témoigner en direct sur BFM TV de celle-ci.

[5] Peu nous importe si cette personne blessée gravement par la police lors de l'expulsion existe réellement ou non, ce qui nous intéresse ici est le traitement médiatique de l'affaire.

[6] Le cortège de tête eut la particularité de rassembler des lycéens, des étudiants, des chômeurs et des salariés non pas en tant que lycéens, étudiants, chômeurs ou salariés, mais en tant que parties d'un grand tout existant à travers un ennemi commun, l'État. En 2016 c'est à un embryon de subversion des identités du capital que nous avons assisté.

Paris : Un tag... sur la devanture de la Préfecture

Le Parisien / vendredi 11 mai 2018

L'inscription, qui mesure moins d'un mètre de long, a sans doute été tracée en quelques secondes seulement. Mais son auteur anonyme a néanmoins fait preuve de beaucoup d'audace pour la réaliser. **Ce tagueur a effec choisi la façade de la préfecture de police de Paris pour inscrire à la bombe de peinture le mot « Tolbiac », suivi d'un dessin représentant un petit cœur.**

Vraisemblablement, une référence à la fac du même nom qui avait été évacuée le 20 avril dernier après presque un mois d'occupation. [...] Découvert par des policiers, ce vendredi à 1 h 30 du matin, le tag « Tolbiac » devrait être effacé rapidement par les agents municipaux.

Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne) : Serait-il le premier acte d'une opposition aux JO de Paris ?

Le Parisien / lundi 14 mai 2018

Ces dégradations ne devraient pas retarder le chantier qui doit permettre à **l'île de loisirs de Vaires-Torcy de recevoir les épreuves de canoë, de kayak et d'aviron des Jeux olympiques 2024**. Des casseurs ont **dégradé plusieurs engins de chantier** durant le week-end prolongé sur le futur site olympique.

Des individus non identifiés ont **cassé les vitres de plusieurs de ces engins et se sont introduits dans les habitacles et y ont vidé des extincteurs. En manœuvrant ces engins, une grue a été endommagée. Du matériel de chantier a également été dérobé.**

Des faits survenus entre vendredi et dimanche. Les policiers du commissariat de Chelles recherchent toujours activement les auteurs des faits. « Les entreprises sont assurées pour les dégradations et sont tenues de respecter le planning travaux », insiste le conseil régional d'Ile-de-France, commanditaire des travaux.

Assemblée Générale anti-autoritaire, illégitime et sauvage

Appel à une AG anti-autoritaire le samedi 19 mai au parc de Belleville.

Dans les AG de ces dernières semaines, on voit plus que jamais les limites de la politique. Chacun repart avec les certitudes et les points de vue qu'il avait en arrivant, satisfait de s'être exprimé ou frustré de ne pas avoir eu de temps de parole pour partager son ressenti. Les logiques de pouvoir qui leur préexistent s'y perpétuent intactes et même s'y recomposent. Depuis 2006 et le CPE, les techniques de pacification démocratique rejouent les dynamiques d'État (vote, mandat, tribune, États généraux : l'assemblée générale se prend pour une assemblée parlementaire) et semblent s'imposer à tous comme une évidence pour neutraliser les débats entre celles et ceux qui luttent et désarmer toute conflictualité sociale et politique.

Depuis quand l'objectif final d'une AG est de chercher sa bonne gestion ? Ne devrait-elle pas être un espace d'inventivité, d'analyse, un espace où se discutent et se coordonnent les actions ?

C'est pourquoi nous proposons une Assemblée Générale anti-autoritaire à partir de cette critique de la plupart des AG existantes dans ce mouvement.

Une AG dans laquelle le but ultime n'est pas de se sentir « safe », mais de contribuer à la lutte en cours, où les

débats ne portent pas sur la forme du débat, où on a mieux à dire, à faire, à penser. Il ne s'agit pas de parler de son ressenti personnel sur le mouvement, il ne s'agit pas non plus de parler de ses formes de vie mais des formes de lutte, de parler du mouvement, de comment l'intensifier, d'empêcher tout retour à la normale. Il ne s'agit pas de soutenir la lutte mais d'y prendre part.

Celle-ci n'aura pas pour but de recréer des logiques de pouvoir.

Pas de tribune, pas de tour de parole, car ces mécanismes détruisent la possibilité de la réflexion, de la discussion, en empêchant les réponses spontanées, et en nous condamnant à faire des déclarations de principe, et non des propositions concrètes et des prises de position claires. Une AG où personne ne décide de comment se distribue la parole, parce que contrôlé la forme permet de contrôler le fond, où personne ne gère le comportement des autres. Par ailleurs, cette AG n'a pas pour but de centraliser les pratiques mais d'en diffuser, de leur permettre de se confronter et de se répandre.




Pas de vote, car il empêche les initiatives individuelles et collectives en nous soumettant à la majorité, en divisant l'ensemble en « pour » et en « contre ». Le vote est et rend inconséquent, il ne permet que d'exprimer une opinion binaire sur ce qui est dit, proposé... Il sécurise la parole qui n'aboutit que sur des pétitions de principe. Non seulement si la majorité refuse une proposition, ça bloque l'action, mais même si elle est acceptée, la participation n'est pas assurée. La logique du vote n'est pas une logique d'action mais d'accord. Ce ne sera pas un espace pour l'expression de l'opinion mais celui de la coordination. Le vote est une logique du pouvoir.

L'AG n'est pas une fin mais une prolongation des moyens de lutte, elle ne s'inscrit pas dans une lutte spécifique, mais dans la lutte.

Elle est ouverte à toutes celles et tous ceux qui s'ennuient dans les assemblées mortifères.

Rendez-vous à l'amphithéâtre du parc de Belleville le samedi 19 mai à 15h

[1er mai] Fiché-es donc... libéré-es ?

   publié le jeudi 17 mai 2018 à 00:41 | . |



Suite à la manif destructrice du 1er mai, les flics ont visiblement reçu l'ordre de faire beaucoup d'arrestations. Les malchanceux-ses ont pour une partie d'entre eux eut la désagréable expérience de 48 heures de GAV, 20h au dépôt, et selon des critères inconnus soit un sermon devant le juge, une convocation pour un procès ultérieur, une mise en examen ou une comparution immédiate au nouveau TGI de Paris. La justice a relaxé les dossiers les plus vides, condamné à une amende pour un fumigène dans un sac, et distribué les contrôles judiciaires à ceux qui refusaient la comparution immédiate et à ceux mis-es en examen.

Les juges ont aussi envoyé quatre d'entre eux en détention disant douter de leurs identités. Cette mesure vexatoire vise à décourager chacun-e d'essayer de chercher -et de trouver- des moyens de mettre son grain de sable dans l'engrenage de l'appareil répressif. Elle incarne l'esprit revancharde des flics et du parquet, qui n'ayant aucun délit constaté avant l'interpellation nous sort la bonne vieille loi anti-casseur version 2018, puis exige l'identité, les empreintes et l'ADN des manifestant-es arrêté-es. Si transporter un marteau, une cagoule, un masque à gaz, du sérum et des lunettes de protection ne suffit pas pour envoyer quelques jours au frais, le toupet supposé d'avoir voulu tromper les flics et refusé le fichage suffit à la justice pour les envoyer au trou.

On pourrait se dire au vu de ce bilan qu'il aurait été plus judicieux de se laisser fiché tranquillement juste parce qu'on s'est fait chopper au mauvais endroit, au mauvais moment.

Ou alors, et bien que chaque situation doit être appréciée en fonction de ce que chacun-e se sent de faire...

On peut tenter d'être nombreu-ses à s'inventer des noms fantaisistes.

Ou donner tout-te-s le même nom. Ou juste écorcher le sien...

Comme ça, compliqué pour eux de faire leur travail ! Des heures de recherches pour chaque vérif' d'identité,

chaque gardé-e à vue.

Puis si on est nombreux-ses en cellule, on peut échanger de noms, de fringues, etc.

Bref, leur compliquer la tâche, foutre un peu le zbeul.

Comme ça, difficile pour les flics de différencier les professionnel-le3s du désordre des amateurices passionné-es.

Comme ça, difficile pour la justice de jouer sur des garanties de représentation classe sociale.

Comme ça, sans noms et sans profils, pas de journalistes, universitaires et politiciens pour enfermer nos révoltes dans leur cases.

Comme ça, on exprime de la solidarité envers ceux, sans papiers, délinquant-es, récidivistes, en cavale, interdit-es de territoire, copain-es qui veulent ou doivent passer entre les mailles de la justice.

Comme ça, et comme des milliers d'autres justiciables, militant-es ou non, on fait perdurer des pratiques que la société du tout contrôle veut éliminer.

Bien que ces exemples aient déjà fonctionné, tout n'est pas reproductible tout le temps partout, à chacun-e de trouver des billes pour enrayer la répression et tenter de déjouer les pièges tendus par ceux qui protègent ce monde.

Un grand coucou aux copain-es incarcéré-es.

La répression ne nous enlèvera jamais nos désirs de liberté,

Détruisons toutes les prisons !

Val-d'Oise : Le monde virtuel, pas si virtuel que ça...

Le Parisien / jeudi 17 mai 2018

Plus d'internet, ni télévision, ni téléphone fixe. C'est la mésaventure dans laquelle se retrouvent depuis ce mercredi de très nombreux habitants de **Louvres et de Puiseux-en-France, et dans une moindre mesure de Fosses et Marly-la-Ville. Cela fait suite à un acte de vandalisme sur deux câbles réseaux Orange de grandes capacités, entre Marly-la-Ville et Louvres**, touchant ainsi des clients de tous les opérateurs. « **Cet acte a impacté le réseau cuivre [NDLR : réseau ADSL], entraînant une interruption de service. Cet incident nécessite le remplacement d'une partie des deux câbles de cuivre endommagés.** Une équipe d'experts du réseau dédiés à la reconstruction a déjà procédé a une partie du remplacement », affirme la communication d'Orange.

Les techniciens Orange ont constaté les faits à 15 heures, mercredi. Les gendarmes se sont aussi déplacés sur les lieux des dégradations commises sur la D 184, à Marly-la-Ville, où les câbles ont été coupés. Il est probable que les auteurs avaient l'intention de couper les câbles une seconde fois, plus loin, avant de tirer leur butin et emporter le cuivre. Ce qu'ils n'ont pas pu faire pour une raison inconnue.

Ce jeudi, **les services de la mairie de Louvres étaient touchés mais aussi le service de police intercommunale**, alors uniquement joignable par téléphone portable (06.25.59.31.09). **Des magasins et boutiques étaient également privés de connexion Internet... et donc de paiement par carte bancaire.**

A quand un retour à la normale ? « Certains clients pourront d'ores et déjà réutiliser leur service de téléphonie, de télévision et Internet à partir de samedi. Pour le second câble, les travaux s'avèrent plus complexes et nécessitent un délai plus long. **Le rétablissement complet des services est prévu à ce jour au 25 mai** », précise l'opérateur. Ce dernier assure qu'« Orange met tout en œuvre et nos équipes travailleront sans relâche pour rétablir l'ensemble des clients en fin de semaine prochaine et regrette la gêne occasionnée ».

Construire la sororité dans la lutte - appel à action

Militant.es féministes libertaires/autonomes/radicales, il nous faut construire une sororité effective, qui ne peut se faire qu'en luttant ensemble, en apprenant à mieux se connaître et en créant des liens de confiance. Nous proposons de nous réunir le 23 mai pour préparer une action en non mixité (sans mec cis).



Au sein du mouvement social actuel et dans le tumulte des occupations et des manifs, on met souvent de côté les revendications et luttes féministes et antiracistes sous prétexte que "ce n'est pas le moment" : face à cela, les premier-e-s concerné-e-s s'organisent et des AG en non mixité fleurissent un peu partout.

En tant que militant.es femmes et/ou assigné.es femmes, et en ce qui concerne les milieux que nous fréquentons, nous avons le sentiment que la parole se libère toujours plus et qu'une première étape a été franchie dans la lutte contre le sexisme en milieu militant : celle de la dénonciation.

Nous avons maintenant le désir d'aller plus loin : il est temps de se mettre à construire une véritable sororité dans nos luttes. D'abord parce que dans les relations entre groupes affinitaires distincts, ce sont souvent les mecs cis qui sont considérés comme interlocuteurs privilégiés, pris plus au sérieux, et ce sont donc souvent eux qui possèdent voire monopolisent ce « capital relationnel » : face à ces situations qui peuvent nous placer dans des situations de dépendance et d'isolement, il nous faut construire une sororité effective, qui ne peut se faire qu'en luttant ensemble, en apprenant à mieux se connaître et en créant des liens de confiance.

La construction d'un réseau féministe au sein de nos milieux répond aussi à un objectif de protection et d'autodéfense : les mecs cis dans nos milieux, malgré le fait qu'ils s'autoproclament bien souvent antisexistes et proféministes, continuent à commettre des viols et agressions sexistes. Pour mieux nous défendre, il est primordial que nous nous fassions confiance et que nous nous connaissions.

C'est pour toutes ces raisons que nous vous proposons de nous réunir entre militant.es féministes autonomes/libertaires/radicales, en non mixité inclusive (sans mec cis) : l'idée n'est pas de faire une AG de plus, mais une réunion de préparation d'une action concrète, qui aurait lieu en non mixité. Pour des raisons évidentes de sécurité, nous ne pouvons évoquer ici la cible de l'action ; sans rentrer dans les détails, il s'agit d'un évènement sexiste qui ne devrait absolument pas exister. Ce n'est bien sûr qu'une idée que nous proposons, et cette réunion pourra également servir à imaginer d'autres actions communes.

Enfin, notre désir d'organiser des actions en non mixité naît également d'une volonté de mieux nous approprier et nous autoformer sur des pratiques et modes d'action qui nous sont souvent confisqués par les mecs cis, soit car considérés comme trop violents, soit parce que notre socialisation nous pousse à laisser "le beau rôle" et le devant de la scène aux mecs. Alors ouvrons la voix, prenons la place et luttons !

On vous propose de se réunir mercredi 23 mai à 19h, à la bourse du travail de République, salle Tollet.

poitiers

Poitiers : Tractopelle incendiée – pas vus, pas pris !

Centre Presse / mercredi 16 mai 2018

Les six personnes interpellées lundi, vers 4h, à proximité de [l'incendie d'une tractopelle de la société Colas](#), rue des Vieilles-Bougeries, **ont été remises en liberté mardi en fin d'après-midi**. Ces cinq majeurs, âgés d'une vingtaine d'années, et une mineure, ont contesté, pendant toute la durée de leur garde-à-vue dans les locaux du commissariat de Poitiers, leurs participations à un acte volontaire de destruction. « **Aucun élément matériel n'a permis de les confondre**, a précisé Michel Garrandaux, procureur de la République de Poitiers. *L'enquête se poursuit avec des investigations techniques plus poussées.* » Les enquêteurs ne disposaient que d'une seule caméra en direction du sinistre mais placée trop loin.

This entry was posted in [Antitech](#) and tagged [Bouygues](#), [Colas](#), [NDDL](#), [Poitiers](#), [tractopelle](#), [Vienne](#), [ZAD](#). Bookmark the [permalink](#).

rome

Rome, Italy – Bugs found



Bugs made from two microphones, a GPS device and a transmitter were found in a comrade's car. These were positioned on the car body with magnets over the driver's door and linked to an electric cable carrying power to one of the lights inside the car. There was also an additional battery. The microphones were stuck with gum over the driver's and passenger's head seats. The power cable, battery, microphones and GPS were all linked to the transmitter. There was a TIM chip card inside the transmitter.

LET'S NOT GIVE ANYTHING TO THE DISGUSTING SPIES!

LET'S DEFEND OURSELVES BY TEARING OUT THE ENEMY'S EYES AND EARS!

rouen

Legal Team VS URSSAF

Le collectif de défense juridique de Rouen a du pain sur la planche.

Rappel des faits. Fin de la manif du 19 avril dernier, le soleil et le grillon sont au rendez-vous. Des syndicalistes tiennent un stand de restauration avec barbecue et drapeaux et à quelques mètres des manifestants ont installé un petit food truck et distribuent des frites à prix libre. C'est bonne ambiance.

Soudain, une petite équipe de quatre types bien habillés et sûrs d'eux se pointe. On voit clairement qu'ils ne veulent pas de frites. Ils sortent des cartes professionnelles en mode « Bonjour F.B.I. » et demandent les identités des fritiers. Ils sont agents de l'URSSAF et croient avoir découvert deux travailleurs illégaux. On leur explique que la friterie a été prêtée par une association, que les gars sont bénévoles, que c'est une habitude de fin de manif, mais ils se montrent intraitables, genre « je ne fais que mon travail ». Jusqu'à ce que la foule s'interpose, les hue et les fasse partir. Comme il se doit.

Sauf que... L'un des deux cuistots est, dans la vraie vie, artisan, c'est-à-dire inscrit aux fichiers de l'URSSAF. Il y est convoqué quinze jours plus tard pour une audition libre qui commence exactement comme une audition chez les keufs : notification de droits, droit de répondre aux questions, se taire ou faire des déclarations, droit à un avocat. Il est bon pour un entretien de deux heures avec un des agents intervenu le jour de la manif qui a, au préalable, épluché ses relevés de compte bancaire des 5 dernières années et qui lui demande de justifier de chaque entrée d'argent. Quand il demande les raisons de ce contrôle, l'enquêteur répond qu'il ne fait que suivre la procédure, mais ne tarde jamais à revenir sur le mauvais accueil des manifestants. Il ne comprend pas ce qu'il y a de particulièrement traître à contrôler les buvettes de fin de manif, il est vexé d'avoir été traité de flic, il est surtout outré de s'être entendu nommer parmi la foule « p*** à Macron ». Il attend même du camarade auditionné qu'il s'explique sur de tels outrages. Aïeäieäie.

Une première pour nous. A la Legal Team Rouen, nous sommes coutumiers des convocations, des garde-à-vues et des audiences mais nous n'avons pas peur de diversifier nos compétences. Cette forme inhabituelle de répression n'en est pas moins une forme de répression à combattre. Nous prenons donc bonne note de cette convocation et du contrôle dont notre camarade fait l'objet. Il sera conseillé et aidé si besoin, tout comme les camarades arrêtés au cours de l'expulsion de Surgissement le 4 mai dernier, et tout comme toi si tu as des problèmes et que tu décides de faire appel à nous.

sivens

Justice pour Rémi suite et fin

   publié le dimanche 13 mai 2018 à 16:02 | **Il était vert ou gris le portail ? je me souviens plus** |

Concrètement leurs motivations pour le non lieu c'était : « Fallait pas être là, tant pis pour sa gueule »

Comme d'hab quand les flics sont impliqués, la justice a seulement cherché à les innocenter, au final les seuls témoignages sur les faits sont ceux des gendarmes, les juges d'instructions nous ont pas cherché pour savoir comment s'était déroulé cette nuit, ni même la journée, ni rien, la seule parole qui compte est celles des gendarmes dont on voit pourtant après chaque événement politique leurs paroles se contredirent et être démentis par des images dans des procès hauts en couleurs où les procureurs réclament de la prison dans tout les cas, parce que c'est leur boulot.

Allez savoir si Rémi était dans le coma depuis 3 ans l'enquête aurait été menée à charge contre lui et un procureur aurait requis sa mise en détention immédiate. Par principe.

Dans ce procès il n'y aura rien.

Rien sur les sommations quand on faisait les feux dans la pente, et qu'il n'y a pas eu 3 sommations pour déguerpir mais bien une bonne dizaine, avec ce type au mégaphone qu'on avait foutu de force là, je sais pas l'ambiance parmi les gendarmes à ce moment là, mais lui voulait pas être là, avec sa voix lancinante, ses hésitations, ses « allez s'il vous plait », rien que le début de la soirée c'était surréaliste, à croire que pour une fois, la dernière chose dont avaient envie les militaires c'était d'intervenir.

En plus c'était quoi toutes ces sommations, c'était pas faute de m'être déjà bien fait gazé, matraqué, menacé, plaqué au sol dans d'autres lieux, j'avais entendu qu'une seule fois des sommations et ça avait rien à voir, ça ressemblait plus à une version pour adultes de 1 2 3 soleil transformé en 1 2 3

gazeusecoupdematraqueLBDpointédanstagueule

D'ailleurs on faisait rien à part des feux, des copines et copains ont commencé à s'enervé à force d'être menacé, mais à part du feu on faisait rien de spécial.

On trouvera rien d'intéressant non plus sur l'emplacement des gendarmes, d'après les témoignages, ils sont restés derrière le portail, à part pour aller chercher Rémi, peut-être bien secourir des gens blessés, ramasser des champignons et d'autres trucs sympa. Le plus surprenant, c'est le coup du feu d'artifice, presque aucun gendarme n'en parle, pourtant se prendre un feu d'artifice dans la gueule, de nuit, ça doit marquer les esprits. Ah mais oui, ils se le sont pris où le feu d'artifice ? Ils étaient bien 50 mètres à l'intérieur de la zone avec un camion, et comme ils ne sont pas rentré dans la zone d'après l'histoire qu'ils devaient raconter, valait mieux pas trop en parler.

Pas plus sur les tâches de sang et leurs significations, est ce qu'il est mort à tel endroit, est-ce qu'il a été « posé » et s'est vidé de son sang à un autre, la reconstitution n'a pas pu aider, éclaircir ou contredire la version des gendarmes, car elle n'a simplement pas eu lieu. Après tout pourquoi en faire une alors que les juges d'instructions savaient déjà tout des gendarmes, de la préfecture, et par l'opposant en chef autoproclamé numéro un de la contestation qui sait tout mieux (j'ai oublié son nom à lui, ça fait un bien fou)

Et pis cette ambiance, avec leurs deux gros projecteurs, dans l'espèce de cuvette artificielle où on était, toutes les lacrymos qu'illes jetaient faisaient des colonnes de fumées, c'était impressionnant, et c'était quoi les grenades qui clignotaient rouge qui nous arrivaient sur la gueule même à plus de 100 mètres du portail ? J'étais déjà assez loin du feu de l'action, et j'ai reculé encore un peu après avoir été visé par deux grenades, ça pétaient fort, je regardai tout ça mi-effrayé mi-impressionné, sans bouger, ça m'a réveillé d'un coup. Des gens comme Rémi qui se sont approché béat y en a eu d'autres, ça revenait vite en courant après avoir essuyé un tir de LBD ou une grenade, ça boittait pas mal, et avec leur grenades on en voyait régulièrement tombé par terre sonné par les détonations, toujours quelqu'un pour aller les relever, perso j'ai pas bougé, je sais comment j'aurais été si on m'avait envoyé à la guerre en 14, je me serais pisser dessus plusieurs fois avant d'être fusillé pour l'exemple, j'ai pas trop de doute là-dessus.

Rien ne sera dit non plus à propos de la communication du ministère de l'intérieur, du premier ministre (Valls la fistule), du préfet, du procureur de la république et de toute autre personne au courant des faits dès le début. Le gendarme a su de suite et l'a dit, il a tué quelqu'un, les communicants n'ont fait qu'une chose après, marqué les esprits pour faire prendre conscience à « l'opinion publique » que cette mort est la faute de Rémi. Le communiqué à dix heures le dimanche matin, faisant état d'un mort sur le site sans plus de précision était déjà scandaleux, la suite encore pire. Une autopsie avait déjà été réalisé, chez ceux qui se sentent importants illes savaient toutes et tous ce qu'il s'était précisément passé, mais dans les médias ça disait que peut-être, c'était nous qui lui avions jetés un projectile, peut-être même qu'il avait de quoi faire des explosifs dans son sac à dos, en plus illes le trouvait pas le sac, c'était suspect, tout était suspect, le mot d'ordre de ceux qui nous montrent l'exemple au quotidien c'était « ne dites surtout rien qui pourrait être vrai, on l'a tué, maintenant on fait les chacals et on lui pisse dessus ». Soi-disant on aurait gardé le sac à dos (alors même que des morceaux du sac en lambeau avait été retrouvé, en même temps, pour reprendre les idées du procureur, rien ne permettait de comprendre comment une grenade offensive est pu tué quelqu'un. Ce type devait avoir à peu près le même

niveau de culture que moi, gros geek lui aussi il devait se dire que les grenades offensives qu'il utilisait contre son pote dans Worms 2 ne l'avait jamais tué physiquement, donc c'était louche.

Et pis franchement qui d'entre nous aurait vraiment voulu témoigner ? Témoigner là dedans c'est prendre le risque de se faire arrêter la semaine suivante par trois baqueux et de se retrouver en garde à vue pour port d'arme prohibé dès que tu sors de chez toi avec quelque chose qui fait partie de la liste des objets qui sont potentiellement des armes par destination, sans oublier Outrage et Rébellion, tes deux potes quand les flics t'ont éclaté la gueule gratuitement et qu'il faut le justifier sur le PV. Tiens, petit exercice de philo pour tout les premiers de cordée qui passent un bac général « Est ce que ça vaut le coup de témoigner contre la police quand on les as vu commettre un crime, quand on sait que pendant très longtemps on va être emmerdé et menacé par leurs collègues solidaire ? » Visiblement la plupart d'entre nous, présent au moment de la mort ont répondu dans le même sens, il y avait bien deux témoins une époque mais ils ont été emmerdés, je crois qu'ils se sont retiré, à vérifier. Bien sûr on a pas tous les mêmes arguments, ceux qui trouvent que la justice sert à rien, ceux qu'ont peur de plus pouvoir vivre normalement à cause de la flicaille, et pleins plein d'autres raisons.

Remi est mort d'une mort sale, dégueulasse, pourri, une explosion en haut du dos, radical, dès le lendemain ils ont tout tenté pour le rendre et nous rendre responsable de sa mort, la justice n'en a jamais rien eu à foutre de nous, de nos causes, de ce qu'on fait, elle se doit juste d'invoquer des non lieu quand le proc veut, et des peines quand le proc veut, tout ça pour protéger des ptits ministre, des préfets et des ptits suppôts.

Il est mort pour la protection d'un portail par l'état (qui était la dernière chose matérielle encore sur place à protéger, sans compter l'immatériel état de droit, même si pour les histoires de droit dans cette affaire comme dans d'autres la suite à donner raison à ce qu'illes appellent l'état de non-droit), et pas pour des idées.

Tout ça n'est pas près de s'arrêter, et la même histoire pourrait recommencer ça choquera pas la foule, la seule chance pour un retournement de situation dans la mort de Rémi, ce serait que des gendarmes changent leur versions de l'histoire et disent ce qu'il s'est vraiment passé, pour mettre à mal la version des ministères, mais ça a autant de chance d'arriver que de voir demain, Emmanuel Ier aka Le Majestueux traverser la cour de l'Élysée en marchant sur les mains et en rapant Demain c'est trop tard d'mc circulaire.

Je pense que j'ai oublié quelques trucs important, si vous voulez rajouter, contredire, allez-y, on a entendu tellement de version des faits transcrits par des gens qui n'y était pas, des témoignages anonymes sur des sites écolos ou même ici et qui étaient des faux, que ç'en est compliqué de ne pas se mélanger, ça a été trop raconté par ceux qui n'y étaient pas, avec des à priori et des infos donné par la pref et les gendarmes, le tout mélangé, gros milk-shake couleur merde, les communiquants de l'état ont très bien réussi leur coup. Je critique pas trop que les informations ai circulé, c'est juste que peu après beaucoup ont racontés l'histoire comme s'illes y étaient, malheureusement très peu de gens présent ont parlé, et les "versions" de l'histoire qui circulaient mélangeaient des choses arrivé et des communiqué de la presse, de la pref, de Valls la fistule, bref, pour moi en tout cas ça a été compliqué pendant longtemps d'avoir une vision à peu près claire.

Un ptit mot de la fin sur le sujet, pour ceux qui s'en souviennent, les gyrophares du samu/pompier qu'ont percé dans la nuit, pour annoncer qu'il était mort, sur le coup j'ai rien compris.

Bon courage si vous défendez la zad en ce moment, je dis ça de loin comme ça, comme un merdeux, tant pis mais je pouvais pas écrire tout ça sans glisser un mot pour tout.e.s ceux qui défendent leurs lieux de vies, dans les champs les forêts tout ce que vous voulez tant que c'est pas à temps plein dans une administration au détriment des autres. Tout seul tes rien face à l'état.

Spéciale dédicace à la policière morte dans la seine récemment, où les supérieurs et le ministère de l'intérieur ont tenté de cacher les circonstances de la mort par tout les moyens alors que c'était de la faute d'une hiérarchie incompétente. Même quand ils se tuent entre eux les morses du désordre opèrent de la même manière que contre les reste de la population, ils mentent et cachent les faits. (si vous êtes sensible ne vous intéressez pas à cette histoire, c'est aussi glauque qu'un JT apolitique de Jean Pierre Pernault). Morale de cette histoire, si vous êtes vous aussi un morse, dans le cas où vos collègues vous tuent, ne comptez pas sur eux pour dire la vérité à votre famille.

Suite et fin d'une enquête et d'une « recherche de vérité » de la part de la justice qui n'a jamais vraiment cherché.

aux modos : si grosse faute vous pouvez corriger ? j'ai relu plusieurs fois mais je suis fatigué là, des bisoux

toulouse

Récit d'une évacuation de fac.

L'université du Mirail est évacuée entre le 8 et le 9 mai à 3h30 de la nuit. Si l'on en croit le tweet de Frédéric Rose, « L'opération s'est déroulée dans le calme et sans incident ». Mensonges.

A 3h du matin on voit débarquer une petite délégation de presque 200 keufs déterminés à déloger les 60 occupant.es s'étant barricadé.es à l'intérieur du bâtiment. Une première sommation et déjà les portes sont enfoncées, les tables et les chaises volent. Ça y est, ils sont entrés. Face à eux, les étudiant.es forment une chaîne pour se protéger les un.es-les autres et scandent : « Flics, Fachos, Hors de nos Facs ! ».

C'est à partir de ce moment que « dans le calme » des étudiant.es sont tiré.es au sol par les cheveux, par le cou, étranglé.es, frappé.es à coup de boucliers, à coups de pieds, à coups de matraques dans les parties génitales et au visage. De nombreuses agressions sexuelles ont lieu, on matraque les fesses des garçons, on fait des attouchements dégueulasses aux filles. On voit bien que ça provoque chez certains flics des plus libidineux une excitation nauséabonde, la matraque utilisée en symbole phallique, ils la masturbent en accompagnant le geste de regards obscènes.

De ce calme évident résultent de multiples hématomes, plaies, contusions et quelques points de suture. Les CRS, pour la plupart cagoulés, nous poussent maintenant dehors, non pas sans avoir saccagé le lieu d'occupation (la cuisine de l'accueil est littéralement retournée).

Direction le métro, les étudiant.es toujours solidaires sont acculé.es par une cinquantaine de keufs, celles et ceux en dernière ligne et sur les côtés recevant toujours des coups et insultes. Un flic utilise même la béquille d'un copain blessé pour en frapper d'autres. Puis, parqué.es dans le métro vers 5h, de nouveaux des comportements obscènes et des coups. Ils profitent de l'attente des premières rames pour procéder à une opération de fichage généralisé en se servant de la quinzaine de caméras du métro et de 3 caméras d'intervention. Ce qui est interloquant à ce moment-là, c'est qu'ils sont nombreux à filmer avec leurs téléphones personnels. 5h20, une fois dans le métro on se dirige vers l'endroit (le local syndical, en aucun cas les voies ferrées comme vu plus tard dans la presse) où les cheminot.es nous avaient invité.es à nous replier et nous rassembler après l'évacuation

La bac est là. L'accueil est d'une violence extrême. Un copain est extrait du groupe à coups de matraque télescopique. La lacrymo maintient les autres à distance et la bac menace avec son flash-ball. Guilhem se retrouve au sol, les keufs terminant de vider la lacrymo sur lui. Puis des coups encore, des étranglements, encore. Une explosion retentit. Soit en voulant « désencercler » on ne sait qui, soit une nouvelle fois par incompetence totale le baqueux maintenant Guilhem au sol fait exploser une grenade de désencerclement sur lui-même. La proximité de la déflagration inflige alors de terribles dégâts au copain qui perd instantanément connaissance : front et crâne couverts d'ecchymoses ; bras brûlé au second degré et lacéré, rate gravement atteinte et hémopneumothorax (présence de sang dans les poumons). Guilhem se retrouve à l'hôpital sous morphine en attente d'une opération. La présence de sang dans les poumons rend l'opération délicate.

Comme l'annoncent la sainte clique, les magistrats, le maire et le préfet, l'opération s'est donc « déroulée dans le plus grand calme et sans incident ». Ce genre de calme et la propagande médiatique qui le suit n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de la répression et la violence d'état que nous subissons au quotidien. Mais cette violence, loin de nous éteindre, ne fait que mettre de l'huile sur le feu :

Construisons des réponses collectives, gardons la rage, désarmons-les !

Toulouse, France : Rien n'a changé à Seysses

Le samedi 14 avril 2018, J. est mort au mitard de la prison de Seysses. Il aurait été retrouvé pendu par les surveillants au moment de la distribution du repas du soir. Le 20 avril, nous relayions un [communiqué](#) envoyé par des prisonniers de cette maison d'arrêt au [Syndicat pour la Protection et le Respect des Prisonniers](#) (Syndicat PRP) avec qui nous travaillons étroitement et en qui nous plaçons une totale confiance. Ce communiqué remettait en cause la version officielle et affirmait que J. est mort suite à un déferlement de violence des matons à son encontre. Il témoignait des terribles conditions de détention à Seysses, en particulier au quartier disciplinaire.

Ce même samedi 14 avril, un prisonnier s'est suicidé à Seysses, il est mort deux jours plus tard. Depuis ces deux morts, la direction a transféré ceux qu'elle jugeait responsable du [mouvement qu'ont mené des centaines de prisonniers pendant plusieurs jours](#) et les témoins du tabassage de J. ont subi des pressions. Un mois plus tard, le syndicat PRP reçoit un nouveau communiqué de prisonniers de la maison d'arrêt qui dénonce le climat de peur qui règne à la maison d'arrêt et la gestion de la détention par des surveillants brutaux et une direction complice. Ils nous en disent plus sur les circonstances dans lesquelles le jeune homme s'est donné la mort le 14 avril et relatent une nouvelle tentative de suicide dans cette prison sous pression. Nous reproduisons ici ce nouveau communiqué et assurons les prisonniers de notre solidarité. Nous restons extrêmement vigilants quant au sort qui leur fait. Merci de le relayer le plus largement possible.

[Note de [L'Envolée](#)]

Rien n'a changé à Seysses

Maison d'Arrêt de Seysses, le 12 mai 2018.

Dans notre précédent communiqué du 20 avril 2018, on dénonçait ce que tout le monde sait à la prison de Seysses : **J., retrouvé mort au mitard** le samedi 14 avril 2018, ne s'est pas pendu. **Il a été battu à mort par l'équipe de surveillants responsables du quartier disciplinaire. Le même jour, un prisonnier a fait une tentative de suicide au SMPR** (l'hôpital de la prison) et il est mort deux jours plus tard. Depuis, on en a appris plus sur lui en parlant entre nous. C'était un jeune marocain sans-papiers d'une vingtaine d'années qui ne posait pas de problèmes. Il avait acheté du cannabis à d'autres prisonniers et il leur devait de l'argent. C'est pour ça qu'il a été mis à l'amende dans la cour de promenade. Il a été emmené au SMPR pour être soigné. **Il réclamait de voir un psychiatre, on lui a refusé, alors il s'est ouvert les veines.** Des témoins l'ont très bien entendu crier qu'il venait de se couper. C'était un appel à l'aide, il était à bout, et on l'a laissé se vider de son sang. Il n'avait pas de famille en France donc tout le monde s'en foutait. Mais **il ne voulait pas mourir, il était juste en détresse. C'est la prison qui est responsable,** avec les surveillants et les infirmiers.

Depuis la mort de ces deux prisonniers, rien n'a changé à la maison d'arrêt. La direction a transféré ceux d'entre nous qu'elle jugeait responsables du mouvement qui a duré plusieurs jours (on a été jusqu'à 200 à refuser de remonter de promenade pour protester, on a fait une banderole, on criait « matons assassins » aux fenêtres) et les témoins directs du tabassage de J. qui a provoqué son décès ont subi des pressions. Mais **l'équipe de matons qu'on appelle entre nous « l'escadron de la mort » est toujours là et tourne encore au mitard.**

Ce matin, un autre prisonnier a tenté de se pendre à la maison d'arrêt côté condamnés. L'après-midi, il devait passer devant le prétoire. C'est le tribunal interne à la prison qui juge les prisonniers accusés d'avoir provoqué des incidents en détention. Le prétoire peut décider de mesures disciplinaires, et le plus souvent c'est un placement au mitard. **Le prisonnier avait très peur d'y aller vu comment ça se passe là bas : des brimades, des insultes, des coups et parfois même la mort** comme on le racontait dans notre premier communiqué. Alors il s'est passé la corde au cou au moment de la gamelle du matin. Heureusement, les infirmiers ont réussi à le réanimer, mais des témoins ont entendu le major qui disait devant le mec qui n'était même pas encore décroché : « *il nous fait toujours le même cinéma, celui-là* ». Pour eux, une tentative de suicide c'est du cinéma ! Le lendemain de la mort de J., on a entendu le même major qui menaçait un prisonnier qui tapait dans sa porte, en lui disant : « *Le dernier qui a fait ça, il a fini dans un sac !* »

On est emprisonné par des gens qui sont inhumains. Comment peut-on supporter que **ceux qui dirigent la détention se moquent de nos appels à l'aide, des tentatives de suicide et des morts dont ils sont responsables ? On a parfois l'impression d'être dans un cauchemar.** Il y a des prisonniers ici qui sont juste en attente d'un jugement, qui ne sont même pas encore jugés coupables. Et il y en a d'autres qui ont été condamnés et qui acceptent de faire leur peine, mais on ne peut pas accepter d'être traités comme du bétail ! **On a l'impression d'être rejugés chaque jour par les surveillants et les chefs.** On le voit dans les regards, les paroles, les gestes... Ils nous déshumanisent, on est juste des numéros pour eux. Ils veulent nous faire comprendre qu'ils ont tout le pouvoir, qu'ils sont comme une mafia à l'intérieur. **Ils peuvent tout se permettre, ils n'ont rien à craindre parce qu'ils sont toujours couverts. Ils dirigent tout par la peur.** Un major peut même nous menacer de mort parce qu'on tape dans une porte pour réclamer quelque chose !

Tout ce qu'on demande, c'est d'être traités comme des êtres humains. De faire notre temps en prison sans craindre pour notre vie, sans subir en permanence les humiliations et les violences des surveillants. Ici, il n'y a aucun respect de la dignité, aucune déontologie, tout est fait contre les prisonniers. **On dirait aussi qu'ils font tout pour que ça se passe mal entre nous,** en mettant ensemble en cellule des gens qui n'ont rien à voir ou en enfermant des gens qui n'ont rien à faire en prison, qui devraient être soignés : des malades, des mecs qui ont des troubles psychiatriques parfois très graves. On craint pour notre santé, on craint même pour notre vie, alors qu'on devrait juste patienter avant notre sortie. **L'État s'en fout, on est juste des numéros à gérer, et ça arrange bien les surveillants sadiques qui se passent les nerfs sur nous.**

La situation est explosive ici, et c'est aussi en grande partie à cause de la juge d'application des peines (JAP) et le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) qui se charge des conditionnelles. Il y a très peu d'aménagements de peines, les remises de peine et les grâces sont trop peu accordées, on est de plus en plus à faire notre peine quasiment pleine. Il n'est pas rare que le procureur fasse tomber des vieux sursis peu de temps avant la sortie pour qu'on reste enfermés. **A croire qu'ils veulent nous garder le plus longtemps possible, et rien n'est fait pour la réinsertion.** La loi Taubira était censée « vider les prisons » en facilitant les conditionnelles et les peines alternatives, mais c'est comme si elle n'était pas arrivée jusque Seysses. **On est tous sous pression,** et rien ne nous encourage à montrer des signes de réinsertion, de travailler, de se tenir à carreaux, puisqu'on sait que **rien n'est fait en échange pour nous laisser sortir.**

Il faudrait qu'on nous explique comment J. a pu se pendre alors qu'il était à poil au mitard. Il n'était pas suicidaire, on le sait tous ici. Et il n'avait ni drap, ni couverture dans sa cellule. Pour éviter qu'il s'accroche, soi-disant, on lui a seulement laissé un pyjama en papier.... Leur version officielle ne tient pas debout.

Nous réclamons la vérité sur ce qui s'est passé pour J.

Nous réclamons que l'équipe de surveillants responsable de sa mort soit suspendue.

Nous dénonçons les transferts disciplinaires et les pressions exercés sur les témoins. Nous exigeons de ne pas être condamnés à des nouvelles peines chaque jour par ceux qui devraient juste nous surveiller et assurer notre intégrité physique et morale.

Nous exigeons de ne pas être enfermés avec des gens qui n'ont rien à faire en prison et qui peuvent menacer notre sécurité.

Nous exigeons d'être traités dignement, comme des êtres humains.

Nous nous associons à la peine des familles et sommes prêts à témoigner si elles nous le demandent.

Des prisonniers de la maison d'arrêt de Seysses.

Communiqués : Guilhem gravement blessé suite à l'évacuation du Mirail

Suite à l'évacuation sauvage du Mirail et ses suites, plusieurs communiqués de presse... Bon rétablissement Guilhem ! Ni oublié, ni pardon !!

Communiqué 11 mai:Evacuation du Mirail — Guilhem gravement blessé par une grenade : « Je me suis vu mourir. ».

Guilhem, gravement blessé, est toujours hospitalisé et dans un état stationnaire.

Il présente de nombreuses brûlures au second degré au niveau du bras et dans le dos, des hématomes au thorax, sur le front et le nez, de fortes douleurs à la gorge dues à un hématome au niveau du larynx.

Il tient à dire qu'il ne s'agissait pas d'un affrontement « J'ai été attrapé dans le dos lors de mon arrestation, j'ai été victime d'une agression [...] », « J'ai été immobilisé par les bras puis attrapé par le cou..., je me suis vu mourir... je n'arrivais plus à respirer, je n'avais qu'un filet d'air » . « Après l'explosion, j'ai d'abord cru que j'avais pris une balle réelle dans le flanc, je n'avais plus qu'un poumon qui respirait » .

Guilhem a été placé en garde à vue alors qu'il était aux urgences et dans un état critique. Il affirme avoir été menotté à son lit une partie de la matinée. Il précise : « Je n'aurai jamais imaginé me retrouver en garde à vue, blessé, à l'hôpital et dans cet état ».

Nous prenons acte de la saisine de l'IGPN par les autorités judiciaires, ainsi que de l'ouverture d'une enquête auprès de la sûreté départementale. A ce stade, nous nous interrogeons sur l'orientation qui pourrait être prise par cette enquête, et notamment le fait de savoir si elle aura pour objectif de désigner Guilhem comme auteur ou victime présumée.

Le parquet aurait indiqué que la garde à vue de Guilhem, levée en raison de son état de santé, pourrait reprendre.

Nous ne pourrions admettre que Guilhem soit considéré autrement que comme victime de blessures par une arme utilisée par les forces de l'ordre, quand bien même il serait poursuivi pour des dégradations.

Nous nous étonnons qu'un « accident de grenade » puisse intervenir dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre et alors qu'une personne est interpellée, et nous réaffirmons que l'usage d'arme dans un tel contexte est disproportionnée et dangereuse.

Les autorités civiles se targuent d'avoir mené une opération d'évacuation sans violence et sans blessés, alors que les événements à la gare Matabiau sont en lien direct avec cette évacuation et qu'ils ont abouti à, au moins, un blessé grave.

Guilhem. ses avocates et sa famille



photo UET

MàJ 10 mai : c'est une mauvaise manoeuvre d'un policier qui a déclenché la grenade ce qui l'a blessé comme Guilhem qui est toujours en soins intensifs !

Communiqué 9 mai : Guilhem gravement blessé suite à l'évacuation du Mirail

Suite à l'évacuation de l'université du Mirail, une seconde intervention policière a eu lieu à l'encontre des étudiant.e.s expulsé.e.s, dans le quartier Matabiau.

A cette occasion, Guilhem a été interpellé.

Selon les termes de la dépêche du midi une bousculade a suivi durant laquelle « le dispositif de désencerclement du fonctionnaire a explosé accidentellement sur sa tenue ». Les autorités précisant au journal « L'individu et deux fonctionnaires de police ont été légèrement blessés, ils ont été tous les trois pris en charge par les secours » .

Nous savons que la garde à vue de Guilhem a été levée à 13 heures 20 ce jour, probablement en raison de son état de santé.

Après avoir été pris en charge par les services d'urgence de Purpan, il est actuellement sous surveillance à l'hôpital Larrey et souffrirait d'un hémopneumothorax avec plaies au thorax.

Les policiers blessés seraient, quant à eux, sortis de l'hôpital.

Nous, famille et avocates de Guilhem, demandons à ce que toute la lumière soit faite, au besoin par l'ouverture d'une mesure d'instruction judiciaire, sur :

- ▶ les conditions d'interpellation de Guilhem,
- ▶ les conditions d'intervention des « forces de l'ordre » avec des armes et notamment ce qui pourrait être une grenade de désencerclement.

Nous nous indignons de l'usage d'armes par la police, particulièrement dans le cadre d'un mouvement social et à l'encontre de civils.

Nous rappelons que la grenade de désencerclement a déjà mutilé notamment à Bure et Sivens et qu'une opération de maintien de l'ordre avec des armes a déjà causé la mort d'un manifestant à Sivens.

Nous appelons, face à la gravité de la situation, à garder la tête froide et ne pas perturber les enquêtes à venir par des rumeurs non vérifiées, précision étant faite que Guilhem pourrait toujours être poursuivi.

Maitres [Claire DUJARDIN](#) et [Sara KHOURY](#), avocates à la Cour

La famille de Guilhem

Communiqué des étudiantes et étudiants mobilisé·es du Mirail

Cette nuit, à 3h30 du matin, le campus du Mirail occupé par les étudiants et étudiantes grévistes a été évacué par les forces de l'ordre. Cette intervention fait suite à la décision du tribunal administratif de Toulouse, saisi par l'UNI, organisation étudiante de droite, non représentée sur le campus du Mirail.

Depuis plusieurs mois, personnels et étudiant·es de l'université sont mobilisé·es contre la loi ORE, contre la sélection, la dévalorisation du diplôme de licence et la casse de l'université. Après près de 4 mois de grèves, d'assemblée générales, de manifestations et l'installation de deux occupations, la fac du Mirail reste une des plus mobilisées de France et montre sa détermination face aux réformes du gouvernement Macron.

Cependant, Macron entend bien faire passer l'ensemble de ses réformes, attaquant aussi bien les universités que le rail où les hôpitaux, pour cela il n'hésite pas à faire usage de la force pour réprimer les étudiantes et étudiants en lutte. La présence de la police sur nos facs est maintenant régulière (comme à Grenoble, Lille 2 ou Tolbiac) et s'accompagne toujours de violence. Cette nuit, l'évacuation musclée du Mirail, qui a fait plusieurs blessé·es et un interpellé, en est encore la preuve.

Cette intervention est une décision politique visant à détruire le mouvement de contestation des étudiant·es. Elle intervient dans un contexte de mouvement social, alors même que nos luttes se rencontrent et se rejoignent. Enfin, rappelons que plusieurs dizaines de demandeurs d'asiles sans logement résidaient au sein de l'université, ils sont désormais renvoyé à la rue par les forces de l'ordre alors même que le logement des personnes en demande d'asile relève des prérogatives de la préfecture.

Ainsi, nous appelons les étudiant·es et personnels mobilisé·es à nous rejoindre Place du Capitole à 12h30 pour notre Assemblée Générale, puis nous appelons l'ensemble des secteurs en grèves, des associations, syndicats, organisations politiques, à nous rejoindre à 18h devant la préfecture aujourd'hui en rassemblement contre l'évacuation du Mirail

Communiqué de SUD-Rail Midi Pyrénées

Ce matin à 3h30 la police sur injonction de l'état et de la justice ont évacué la FAC du Mirail. Une fois de plus c'est par la violence et la répression que le gouvernement entend régler les problèmes issus de ses réformes. Plusieurs centaines de CRS accompagnés de la BAC ont délogé violemment les étudiant.e.s et leurs soutiens notamment cheminots. Plusieurs blessures sont à déplorer chez les étudiant.e.s.

Sud rail Midi-Pyrénées s'insurge contre ces méthodes et leurs recours systématique, contre toutes formes de violences envers les contestations. Les cheminot.e.s réaffirment leur soutien aux étudiant.e.s du Mirail, appellent toutes et tous à répondre à l'appel du rassemblement devant la gare à 12h30 pour la tenue de leur Assemblée Générale, ainsi qu'au rassemblement de soutien à 18h devant la préfecture.

Les cheminot.e.s rappellent une fois de plus que les gares leurs seront ouvertes.

turin

Turin, Italie : Attaque solidaire avec les 3 de Briançon – 28 avril

Dans la nuit du samedi 28 avril, vitres et DAB de l'agence Crédit Agricole de la via cibrario brisés au marteau, accompagné de l'inscription: « Liberté pour Ele, Theo et Bastien ! Feu aux frontières ! »

[Publié sur [Round Robin](#), 11.05.2018]

Turin (Italie) : Appel pour une présence solidaires à l'audience du 31 mai du procès Scripta Manent

[Anarhija.info](#) / mercredi 16 mai 2018

Qui oublie les prisonniers de la guerre sociale oublie, a oublié cette guerre elle-même (banderole lors de la manif' du 14 juin 2016 – Paris)

L'État frappe et continuera à frapper les anarchistes et les révolutionnaires, aussi longtemps que ceux-ci seront dignes de ce nom.

Le procès Scripta Manent, commencé en juin 2017, touche à 40 ans d'histoire du mouvement anarchiste, une histoire dont nous sommes partie, et il continue à un rythme soutenu.

La base des arguments du parquet est la différenciation entre « anarchistes gentils » et « anarchistes méchants » ainsi qu'un interprétation tendancieuse du débat interne au mouvement anarchiste.

Parmi les finalités de ce procès il y a aussi la tentative de désamorcer la tension vers des pratiques radicales d'attaque sans médiation contre l'État et le Capital. Des pratiques qui sont à la base de tout parcours révolutionnaire et d'insurrection.

Nous ne resterons pas silencieux face à cet énième tentative de mettre au ban la volonté de subvertir l'ordre institutionnel.

Nous ne reconnaissons pas la vieille stratégie répressive de la différenciation, nous voulons donc réaffirmer notre complicité avec les compagnons et les compagnonnes prisonniers et inculpés dans l'opération Scripta

Manent, ainsi qu'exprimer notre soutien aux pratiques dont ils sont accusés, des pratiques qui appartiennent au mouvement révolutionnaire.

Appel à une présence solidaire au tribunal.

Jeudi 31 mai à partir de 9h.

Salle-bunker de la prison Le Vallette – Turin

usa

USA – Freedom for J20 Defendants, Call to Action

Received on: 15.5.18 We write this call, in the spirit of those who've struggled before us. Freedom for J20 Defendants We ask that our reader(s) turn their attention to the J20 case ([hyperlink: defendj20resistance.org](http://defendj20resistance.org)), where our comrades are facing decades in prison for their resistance to the inauguration of America's latest imperialist monster, Donald Trump. Inside one of the fiercest political-repression operations the US has seen in recent years. Fifty-nine defendants remain, having been held by the courts under highly coercive penal threats for over a year. It seems the April trials have been delayed. The prosecution, not wanting to risk their already tenuous credibility, has decided to target those whom better fit into civil notions of 'guilt' and 'criminality'.

The May 14th trial comprises defendants alleged to have destroyed property.

While we believe our friends crafting narratives and support around the case have had good intentions, they've spent a great deal of energy honing disingenuous, liberal, reformist rhetoric. We acknowledge that advocating for the '1st amendment activity' and 'innocence' of arrestees to have strategic implications. This being seen through the victories of the first trial's full acquittal and over a hundred dropped cases. Still, we must beg the question, is this strategy complete? Who does it ultimately benefit, and what are its limits? Are we content with pretending as if the most vibrant displays of resistance that day never occurred? Will we continue to cower away from the means of action we know are necessary to take? When will we say, "we were all there too"?

To gain strength and to be effective in this moment require us to evolve with the situation and refuse the disassociation urged to us by the press and political class.

The aversion to militancy is shortsighted. The State kills, incarcerates, and degrades us, each and every day; and they do not need to be given additional reasons to do so. It may be inconvenient to defend actions explicitly outside the law, but we must hold reverence for the vitality of those who truly resist. And we must defend our friends from deference to the well-being of capitalist store-fronts and luxury vehicles. This world, and everything that belongs to it, is hideous and oppressive. And thus, we should be developing a path to depart from it entirely.

The case being drawn out has resulted in collective exhaustion. And the existing dominant narratives of 'respectable protest' have aided the prosecution in their attempts to divide and conquer. They've dropped charges against 'innocent protesters' and are now setting their sights on the 'real criminals'. Popular opinion supports the idea that "peaceful protesters" mass-arrested on a sidewalk do not deserve to go to prison. But what about the angry, determined ones, daring enough to show up and tear away their chains? These are the reasonable ones, any who believe otherwise only deceive themselves. In this way, the prosecution is well-positioned going into the second round of trials.

Certain comrades have the impression that, on the judicial level, the gravity of the alleged deeds renders the defense of these comrades more difficult. On the contrary, we think that it is the gravity of these deeds that facilitates all well-calculated actions in their favor.

Furthermore, attacking banks and other capitalist infrastructure is naturally a serious crime in the eyes of the capitalists, not in the eyes of their enemies, us. We say this is what is blame-worthy: theft of the poor, the humiliation of wage labor, and all the destitution a society based on inequality brings. Others who posit themselves as revolutionaries may think of this case as none of their business, due to disagreements about the efficacy of January 20th's chosen actions or feeling like they have no means of effectively intervening. We seek to expel these objections and invigorate support.

Considering all of this, we believe the time for discourse and strategy around criminal culpability to be finished. We are writing this call, because we desire the cancellation of the May 14th trial or to have this and each subsequent trial come at a cost. This hostage situation cannot continue.

At a time when a revolutionary force is needed the most, the State has distracted a large portion of our movement for too long. Many of us already know that the process is the punishment; and it isn't atypical for

a trial to last a year or longer. But have we really reflected on the amount of time, opportunity, and meaning the State has taken away from us? The enormous amount of stress this case has put on revolutionary networks and communities across this continent? And how much it has tried our hearts and our love? If nothing else, we should exhibit raging indignation at how these villains have affected us over the course of this case.

Well after a year, so many of our comrades are still caught up in this despicable process. Can we, and what our movements aspire to, afford to give anything more to these greedy scoundrels? Can we let them imprison any of our comrades to then take away even more from us? We say no. We say it's time to sharpen our teeth to thirst fangs. From Ferguson, to Standing Rock, to J20, various antifascist actions, and more. It would appear the social climate in the United States is growing frequently more unstable. We say good. We already know what the future will bring, and we must not let ourselves or our enemies forget.

The State's legitimacy is on the decline, and the J20 case has thus far been a failure. We desire to further show them why it's in their interest to completely let it go.

A Flint to a Spark

Here, we will demonstrate to you, our dear reader, our argument for why you should care and for why you should fight oh so very hard for the freedom of these friends.

On January 20, 2017 chauvinistic billionaire, Donald Trump was to be inaugurated as the president of the United States of America. When the election results initially came in, the whole world was shocked. Many were thoroughly afraid, while some of the more repugnant elements of the populace celebrated. If Donald, a reality TV star with the mind of a disgruntled toddler, could be put into such a position of power, a seat traditionally thought to be reputable and prestigious, then anything was possible. Trump's election tore the very fabric of reality as we knew it. A signal flare had embedded itself into the world's eye. We argue that this departure from reality and the imagination it provoked are precisely why the government was so concerned about the call for resistance on January 20th. Massive amounts of disapproval, outrage, and schism poured out from all sectors of the population. Inauguration day was to see gigantic, diverse showings of protest. The ruling class no doubt saw the precarity of their position and the power they've worked so hard to secure.

January 20th marked the potential of a revolt and dissatisfaction that could culminate into the creation of a new world. And, it proved to be a day of revolutionary action, and that time will come again. Thanks to the tone set by 2017's counter-inaugural protests, the country was offered a solution, a break from the established order and the first of many blows to the rising fascist movement. Afterwards, an impressive initiative to support over 200 arrestees from all over the country was put in place and has sustained itself since. But it is not enough. We very well cannot proceed with our revolutionary agenda if our movement is stuck playing around with the courts, and risking 59 of our comrades who were courageous enough to be there—and be dangerous.

Washington DC itself is a huge liability for the State. The city has a grueling history of protest. And, resulting lawsuits have mandated that the Metropolitan Police Department write mass-arrests out of their operating procedure. The state's inability to lawfully issue a mass-arrest highlights an immeasurable weakness. Protesters pushing to exploit this weakness contributed to the unease of the ruling class and their enforcers. We believe an incentive of this heavy-handed repression is an attempt to keep this weakness from being exploited again. Doubling down, would serve to prevent Washington DC, the heart of the Empire, from being engulfed in mass-rebellion and righteous, benevolent flames. (A premonition, as much as an eventuality.) The cops had to close the opening before it could be fully exploited, in the face of mounting social unrest. MPD Commander Keith Deville admitted via police radio and trial testimony that he intended to give the mass-arrest order from the beginning. This suggests two things: that someone higher up the chain of command sanctioned the use of mass arrests, and that there was no dispersal order that day, to set an example. Defeating the J20 prosecution would enormously benefit the future of struggle by further taking away a tool the state has already lost. The next time they're faced with a similar predicament, they will have to think much harder about how to contain it. Will they risk making themselves look like fools by issuing a mass-arrest again? Or will they reveal themselves to be the violent thugs they are? This is significant ground to take. We understand the American State to prioritize its legitimacy through a facade of civility and justice. To erode at that facade is to erode one of the glues that hold US governance together. Denying them authoritarian precedent in the J20 case would preserve and strengthen militant, street engagements/tactics for years to come.

Whether one believes in mass-movements, one cannot deny that since J20 anarchists have entered into American public consciousness. And the State has acknowledged us as an emerging threat. As they should. There are more anarchists in the US now than there were before, and there will be even more tomorrow. Our potency, in addition to the havoc Trump wreaks as he besmirches the reputation of the US government, points to the current and ongoing vulnerability of the State. For the State itself, the J20 case is an issue of stability. For Trump, retribution. And for lead prosecutor assistant US attorney Jennifer Kerkhoff, we infer

career advancement. Kerkhoff is a homicide prosecutor who aspires to become a federal judge. She was hoping to use the J20 case to ascend herself into that position. And things are not going well for her. The first trial was a flop, rife with unflattering moments for Kerkhoff. Including her deplorable attempt to vilify an oncology nurse, her disregard for 'reasonable doubt' in closing argument, and embarrassing remarks made by jurors post-verdict. Among her colleagues, Kerkhoff has a reputation as a mean-spirited, vile, human being, and DC attorneys shudder at the thought of having to work with "Judge Kerkhoff." And, thus, practically all are rooting for her to lose. These reasons, alongside the annoyances of call-in campaigns, unfavorable media attention, everyday shit talk, and public doxxing may be why she is no longer planning to prosecute the case after the month of May. This should show to us that Kerkhoff is vulnerable and susceptible to pressure. For now she's a key component to the case, and she should fall. Future solidarity actions should aim to pressure Kerkhoff's superiors into placing the blame on her and to then cut their ties. Kerkhoff's career should not be left intact. We are the ones to be setting precedents. Let's set one, by showing the country's prosecutors, not to fuck with us. Rather than looking at this matter as a judicial one, we should see it as an issue of power relations. Through this lens, we can see the problem of how to defend these comrades does not need to be accorded by law, but by action. If the government is so afraid of broken glass, let's give them some. If there isn't a movement to demand the freedom of these friends forcefully and with sufficient menace, then we should assume they're headed behind bars.

Call to Action

To vanquish the J20 prosecution is to help topple the American State, by attacking them at a point where they are weak. Where we exploit the State's weakness, we show our strength. And the strength of all revolutionary struggle and every liberatory movement. The rise and fall of empires have taught us that destabilizing events lead to more destabilizing events, catalyzing their demise. If we want to put an end to the nightmare of the world's current affairs and put something better in its place, it's up to us to encourage these ruptures. Imagine what it would mean to succeed in restraining this hyper-focused effort of repression. The domain of struggle is our home. Let's show each other what level of solidarity we can produce. From those of us hellbent on abolishing prisons, capitalism, borders, white supremacy, and patriarchy. To those of us who yearn to protect non-human animals, the earth, and more; this is our fight to win. The J20 case is a battle that the State and capital, the central dominating forces in all our lives, have invested countless resources into. It's time we dedicate our resolve to freeing these unfortunate comrades and winning this fight. We will not go over the risks, benefits, and possibilities of action, for you and your affinity groups to take. For that is for you to decide. We only insist that the demand for the liberation of these comrades be made clear and put front and center. All actions are good, but those that create the most scandal, are the best. By grouping ourselves according to affinities, we will, according to our tastes and opportunities, be able to discover or further develop any of the means of action that have been employed in other epochs or that still remain to be experimented with, except for falling into the baseness of respectful petitions, which are circulated everywhere, and vainly, by Leftist electoral parties. It is enough that our actions converge upon the same specific goal, proclaim it at all times and multiply with time. And when these precise goals are attained, an active revolutionary presence in the US will have made itself known. Launching a movement better suited to coordinate and attain an increasing range of goals. The first goal from here is to make the entire country obsessed with this case, which is synonymous with declaring the existence of a revolutionary tide. Through shutting down workplaces, walking out of schools, marching in the streets, or breaking a few fucking windows. We will oblige people to know about these defendants and the power of those who defend them. We are calling for an unrelenting, diffuse, solidarity campaign until our comrades are entirely released from their present repressive situation. For an up-tick of visibility to pervade our movements worldwide, and for concentrated actions in the days ahead of the May 14th trial, and then more one or two weeks ahead of each subsequent trial if the trials persist. If the words written here speak to you, reproduce this text, physically and digitally. And spread it everywhere. If they don't, or you have critiques, discard this and create something better. It is necessary that the circumstance of these comrades be known through out every country, wherever injustice resides. Shout it in the streets! In your workplace and in your homes! Keep it on the forefront of everyone's mind. Let us give the State no room to breathe. Circulate uncompromising fervor for our friends, and prepare to let chaos ensue. For freedom and revolution, Defend J20!

[My Life Since I Was Doxxed, A Case Study in Why Antifascists Wear Masks](#)

An antifascist activist discusses constant trolling from fascists, Twitter harassment, her house being set on fire, and other challenges of being doxxed.

Originally published by [IdaVox](#).

Note: Enough is Enough is not organizing any of these events, we are publishing this text for people across the US and Europe to be able to see what is going on and for documentation only.

My Life Since I Was Doxxed, A Case Study in Why Antifascists Wear Masks

“Hello, this is Lacy MacAuley,” I answered my phone.

“Is this Lacy?” asked a woman’s voice.

“Yes, this is Lacy,” I answered.

The caller ID showed that the person was calling from Vermont. *Probably a Bernie supporter who wants to be part of our protests against Donald Trump*, I thought. I was sitting on a floor in a church in Washington DC, on my computer with a few other activists. The date was Monday, January 16, 2017. It was Dr Martin Luther King Jr Day and I had the day off work. All around us, people were preparing for the protests of Trump’s Inauguration on January 20, 2017. A workshop in nonviolent direct action would be underway soon, and we had invited a gaggle of reporters to come and film people learning how to effectively blockade the security gates that would surround Trump’s Inaugural ceremony.

I was furiously responding to press inquiries and making arrangements for other activists to get interviewed. My name and phone number was on all of our press materials, and our news story was a hot ticket.

“Well, I am here in Vermont, and I’ve seen a few Bernie rallies,” the woman began. Her voice then raised several octaves. “But you people planning to protest the President! Just fuck you! You are a c**t.”

“I can hear that you are very angry,” I said, trying my best to use nonviolent communication. “I think you should realize that –“

“Fuck you! You people are just ruining our country!” the woman continued. She elaborated on her point for a moment while my mind worked on how she may have gotten my phone number. Maybe she had seen a press release?

“Thanks and good luck to you. I hope that you stop being so angry,” I quipped, and hung up.

I looked at my friend, who was on his computer next to me, who had a mildly worried look on his face.

“That sounded aggressive,” he said. I agreed.

Moments later, we learned that a right-wing group called Project Veritas had just released a secretly-recorded video, made by unscrupulous right-wing operator James O’Keefe. The video featured images of a number of DC activists, including me, and contained my name and e-mail address right in the video. A quick Google search revealed a broad swath of information about me. People barely knew the term “doxxing” then. The woman who had called just now was just the first drop in the torrent that would become a hurricane. Much more was coming.

The Project Veritas video contained lies, conspiracy theories, and misrepresentations about us – and was slated to become national news on the FOX network. My group set to work responding to the fake news. Luckily, it happened to be released on an afternoon when we had nearly every major news outlet scheduled to arrive at our doorstep at the church. We prepared a statement refuting the video’s lies, and sent it out far and wide. Thanks to luck, tenacity, and plain-spoken truth-telling, we mostly killed their story: FOX News realized the story was baseless, so they didn’t run it, and it never made it past the far right-wing echo chamber. (Say what you want about FOX News, who are mostly awful, but in that political moment, many of the staff were personally struggling to retain a semblance of journalistic integrity, as the world braced for the shit show that would be the Trump regime.)

But the troll army was coming for us. And they were not concerned about the truth.

The right-wing echo chamber sent its foot soldiers to attack with full force. They attacked me and other activists, especially those organizing towards antifascism and anarchism. They had our names, photos, and personal information. Our lives have never been the same.

Women endure more right-wing harassment than men, and the most hateful of it is often directed at black women. Rich white guy Milo Yiannopoulos harassed Leslie Jones for simply being fabulous in a new movie, and sent his battalion of trolls her way. Right-wing lulzboys all over the world won't stop their horrible racist insults of Michelle Obama. And President Toxic Cheeto continually insults the intelligence of the powerful Representative Maxine Waters – not to mention his poisonous son, Donald Trump Jr, harassing Waters with a racist, sexist attack for a hat she didn't even wear.

The magnitude of the racism, sexism, classism, anti-Semitism, and general bigotry of right-wing harassment cannot be overstated. There are levels and layers of this. It's been said to me many times that if I were a white man, instead of a white woman, my harassment would have been more muted.

Sexual violence and abuse would become a frequent topic of my harassment. My harassment would expand to include an endless onslaught of comments pertaining to my story of being a survivor of intimate partner violence and abuse, which I experienced from a live-in boyfriend while overseas in Turkey. I had written a long, heartfelt blog post about it in early 2016 to get it off of my chest and to heal, and right-wing snake Jack Posobiec and Gateway Pundit published a slanderous article in May 2017 about my experience which was full of falsehoods.

The right-wing had a field day with the connection to Islam, many claiming I had converted to Islam. While the #MeToo movement soared, I was dealing with constant nasty comments pertaining to my story of survival. Right-wing trolls sent comments through every channel they could, and occasionally a misogynist would start shouting at me about Turkey and my abuse at public events. New #MeToo stories were playing out every day in my life through 2017.

But on January 16, 2017, Dr Martin Luther King Jr Day, all of this was just beginning.

By later in the evening that day I had received over a hundred phone calls from right-wingers who had gotten my information from the Project Veritas news. Most were full of expletives and ire. In all voices, with a Texas drawl, New Jersey accent, or Southern twang, people shouted at me that I was “evil,” a “b**ch,” a variety of derogatory gendered terms, that I was “killing America,” and especially, that they wished physical violence or death upon me. A few had a more measured tone, imploring me to stop organizing protests against poor Mr Trump. After all, you know, he hasn't even taken office yet, so at least give him a chance? The calmer voices were drowned out by the screechers and death threats. It sounded as if some would shoot missiles at me if they had their finger on the launch button. My mobile phone was set to “vibrate,” and it was vibrating nonstop.

That evening, as soon as I could catch my breath, I brought all of my devices and computer together and, with the help of a friend, reconfigured my electronic security. It was already pretty good, but we made it as tight as the Mint. From that day on, I also implemented personal home/work/travel security practices that made me less vulnerable.

I hadn't gotten any sleep, but the next day, I had to report to work at the youth-homeless-families-in-need-oriented nonprofit organization I worked for. I was frazzled with dozens of responsibilities, but hadn't been able to take the whole Inauguration week off of work. During a morning meeting with a colleague, my phone vibrated nonstop. I couldn't avoid the topic. I began to describe the overall drama to her in succinct bullet points. I recall her eyes widening, and it was then that I truly acknowledged how far this was from everyday experience of more mainstream do-gooders and lefties. The phone kept on vibrating.

I wanted to throw my phone into the Loch Ness, but I had a dilemma: Some of the calls were still from reporters, looking to work on stories about the Inauguration Day protests. Instead of blocking all calls, I resolved to only answer phone calls from Washington DC, New York City, or Los Angeles, the three major media markets in the US, or from overseas. Luckily, my phone could be set to display the town and state for each caller. Virtually none of the harassers were from major cities, but from towns I'd never heard of. I knew I

might miss a few important calls, but screening calls this way would become a reliable strategy to ensure that I wasn't wasting time and the press had what they needed to cover our Inaugural protests.

My text messages were exploding. My e-mail was off the hook. My Facebook messages were a writhing snake pit.

And in an instant, my Twitter was permanently an attack zone where right-wingers harass me for things yawningly generic and deeply personal – and everything in between. Back when I joined Twitter in 2008, it was fun. Why did the right-wing have to ruin Twitter for everyone?

The attacks on Twitter continue to this day. I call my band of teeming trolls my “anti-fan club.” Once I posted a photo of a baby turtle to test whether right-wingers really would harass me for each post. Sure enough, someone out there had to make a nasty comment. On a photo of a baby turtle.

I've been an activist for years, and I'd dealt with minor harassment issues prior to January 16, 2017. In mid-November of 2016, I'd been a part of the group that held the protest outside the conference of Richard Spencer, famous Nazi. Thanks to diligent work by local antifascists, we were able to get the Hamilton Restaurant to cancel the Nazis' Friday night meet-and-greet. We chased them to the next venue, Maggiano's restaurant, and my comrades stormed inside while I transported our sound system. I still had spray paint on my hands from making our “No to Racism and Fascism” signs, and was in close communication with the press. I had agreed to help lead chants at the demonstration on a sound system I'd borrowed from a DJ friend. We had a crowd of over 500 antiracist activists blocking 14th Street in downtown Washington DC the next day to protest Spencer and his conference.

That weekend became famous for the terrifying “Nazi Salutes in Washington” video footage taken as Spencer announced “Hail Trump! Hail Our People!” to get a rise from the audience, like a karaoke fan singing “Strangers” in a bar. That was the weekend that Liberal America finally did put two and two together, and realized that hate groups were on the rise.

After we'd effectively dogged the Nazis that weekend, I caught a small glimpse of right-wing harassment. Through Twitter, a variety of white supremacists found me and sent threatening messages. They shared information about me in their forums, which was disconcerting, but still small scale.

Besides protesting Nazis, as I was throwing all of my so-called spare time into organizing for the Inauguration protests, a right-winger calling himself “US Navy Jack” published an article about me on Oathkeepers.org in mid-December 2016. This was the first of many articles coming from various right-wing sites, from Breitbart to Daily Stormer, from Daily Mail to Gateway Pundit. They searched articles I'd published professionally in my own name, my social media, personal blog posts, including reviewing my story of surviving intimate partner violence, and even analyzing my professional bio to get information. My name was all over the DisruptJ20 material for planning our Inaugural protests. There was no escaping it.

In June 2017, after I'd wound up doing some interviews with news stations about antifascism, my house inexplicably caught on fire. I had been renting a room with friends, and my address was listed in official databases. We all had to move as part of the house was destroyed. We wondered, could this be more right-wing harassment? Insurance investigators didn't seem to care about that line of reasoning, but there it was. There was the basic, terrifying question: Did someone try to kill me? We may never know.

Enduring a number of death threats and different kinds of harassment has made me a different person. I actually engage them at times, and fire back my own comments, to show that I am not afraid of them. I don't tune out my detractors. I try to measure whether their threats are credible. When someone sent me a picture of a house I used to live in, I invested time into judging that person's capacity to kill me. On July 4, 2017, when local white supremacist Jeffery Raph Clark sent me a very clear death threat through a Twitter account @dc_stormer, referencing other antifascists who had been murdered in Europe, I knew it was someone who had showed up at an antifascist event to harass us in the past, and who plays with guns in his little cell of other fascist idiots. I quickly and publicly revealed his identity. (He didn't know we knew his name and Twitter account. Hah. How many of them are in the dark on how much we actually know about them!)

I guess these right-wingers see a small-bodied woman and think I am somehow easily rattled, or that they can scare me. But my sisters and I were raised to be scrappy, resourceful, and fierce. We grew up in a rural corner with dirt under our fingernails, sneaking into cow pastures, climbing trees, and helping our father work on old cars, several of which were broken down in the yard with tall grass growing up around them. Training and athletics added confidence. We were girls, so had to deal with intense and infuriating sexism, but I seldom believed the many people who would underestimate me.

I was always a dreamer who didn't fit in anywhere until I realized I could be a warrior for justice. I am the opposite of intimidated by the right-wing trolling. It is a confirmation that I am working in the correct direction. Does it bother me and complicate my life in numerous ways? Yes. Has it made it harder to do decent work on radical and progressive issues that I care about? Sometimes. Does it fluster and scare my friends and family? Of course. Is it a hassle and a time sink to process all of these harassers? Absolutely.

The harassment lately is not as vehement as it was last year, but it continues. I am under no delusions that the fascists are gone for good. The current lull and quiet from a lot of the most notorious fascists should be celebrated as a victory, yes. But they are regrouping and we have to be ready to defeat them again.

I don't wish being doxxed on anyone. I wrote this little article to give my fellow organizers and antifascists some material, next time your liberal friends question why you wear a mask or why you are protective of your name. The fear of being doxxed is not irrational. It's a legitimate and valid fear. Keep wearing those masks!

If I had it to do all over again, of course I wouldn't choose to be doxxed. But few of us could have predicted the way the troll army would descend upon us, and all of the outcomes of simply using our names in our work, as so many of us did in happier times. I've tried to use the doxxing as a way to do my work in the open, to the benefit of all who wish to defeat their destructive agenda.

I am no shrinking violet. I did not go away. I was not silenced. The work continues!

zad

Vent d'est

« Vent d'ouest », le court film publié par le média *Lundi Matin*, est un faux Jean-Luc Godard. JLG, un vieux maître admirable et/ou une sommité de la culture légitime. « Vent d'ouest » a été, habilement, réalisé pour jouer à tromper et cela a bien fonctionné. La publication de « Vent d'ouest » par *LM* a été reprise par bien d'autres médias de gauche. On a cru qu'il était vrai, on sait désormais que c'est un faux.

Mais, cette différence entre vrai JLG et faux JLG n'est d'aucune importance.

La publication de « Vent d'ouest » a exactement la même fonction, qu'il s'agisse d'un faux ou d'un vrai. Sa fonction est de recouvrir toute question relative à la sortie de la lutte dans la ZAD. Le propos du film, à vrai dire trop univoque pour être strictement godardien, consiste à essentialiser, ou mythifier, la lutte dans la ZAD comme un geste qui veut « supprimer » « l'agonie du monde capitaliste ». De ce point de vue, c'est (trop) simple, et il n'y aurait que deux camps.

Pourtant, nul n'ignore que des dissensus politiques sérieux ont lieu dans la ZAD. Il suffit d'ailleurs, pour s'en rendre compte, de lire des publications sur le même *Lundi Matin*. Par exemple, « Seconde manche », mis en ligne le dimanche soir, veille du premier jour de l'opération militaire (9 avril) : le vocabulaire, employé par ceux que la rédaction du media présente comme des « amis », pour désigner d'autres habitants de la ZAD, est particulièrement peu amène... D'un côté, « prises de risques et dépassement mutuels », contre, de l'autre, « désertier », « s'isoler », et puis surtout, « Certain.e.s, incapables de scruter l'horizon autrement qu'avec des schémas préconçus et la passion de la défaite » ; « crispation de ces dernières semaines sur la route » (« d281 barricadée par un groupe isolé ») ; « En bloquant une première fois les travaux, quelques personnes ont justifié

(sic) la présence policière que nous avons subie des semaines durant [...] » ; « ghetto identitaire qui se dit 'radical' » ; « scléroses idéologiques » ; etc. Un langage très voisin peut également se lire dans le texte d'Allèssi Dell'Umbria, publié le 30 avril.

Pour qui n'habite pas dans la ZAD, et qui est lecteur de *LM*, ces derniers textes ne permettent pas vraiment de savoir quelle est la position de ceux que l'on désigne d'une façon si peu aimable. Comme si cela n'était pas une position politique, comme si elle n'était pas même articulée en raison. Il faut lire ailleurs, par exemple [ici](#). On comprend alors qu'il y a en effet un dissensus quant à comment se tenir face à l'État dans la sortie de lutte contre l'aéroport, et que des positions différentes sont précisément articulées. En définitive, ce qui paraît *faux*, c'est à la prétention à l'hégémonie d'un *seul* vent d'ouest.

Poitiers : Six interpellations pour la tractopelle incendiée

Centre-Presse / lundi 14 mai 2018

Une tractopelle de la société Colas [filiale des constructeurs de prison Bouygues; NdAtt.] a été détruite par le feu, cette nuit de dimanche à lundi, rue des Vieilles-Boucheries à Poitiers.

Mise à jour : 15 h 25

Ce n'est pas deux mais **six individus qui ont été interpellés dans le cadre de l'incendie de la tractopelle. Ils sont toujours sous le régime de la garde à vue.**

[Solidarité avec les six interpellé.e.s ! Complicité avec les incendiaires de ce monde. Attaque.]



Une tractopelle appartenant à la société Colas, dont les ouvriers travaillent actuellement sur les aménagements du Bus à haut niveau de service (BHNS), a été détruite par un incendie, cette nuit de dimanche à lundi 14 mai, vers 3 h 30. L'engin de chantier était stationné rue des Vieilles-Boucheries, à Poitiers, à proximité immédiate de la médiathèque et de plusieurs immeubles d'habitations. L'intervention rapide des pompiers des casernes de Saint-Eloi et Pont-Achard a été déterminante pour éviter une propagation aux bâtiments environnants.

Pour les ouvriers de la société Colas rencontrés ce matin sur place, l'origine accidentelle de l'incendie est à exclure. « Pour nous, c'est volontaire, la machine était récente et bien entretenue », ont-ils expliqué en montrant **un tag apparu au même moment sur un mur** : « **Brûle la machine impériale ! Vive la ZAD** ». Une plainte a été déposée. Deux personnes ont été interpellées et placées en garde-à-vue au commissariat de Poitiers.

Cette tractopelle de 18 tonnes à roues avait 7.000 heures de travail au compteur. Neuve, son prix est estimé à 150.000 €. Une grue mobile de la société Alcoleva doit intervenir dans les heures qui viennent pour évacuer l'épave sur un porte-char.

MAJ : ils sont sortis avec pour 5 d'entre eux une convocation pour Empreinte et ADN. Rien n'a été retenu en rapport au sabotage

Journalistes? ça sert à quoi ça???

  publié le vendredi 18 mai 2018 à 10:44 | . |

p { margin-bottom: 0.25cm; line-height: 120%; }

Journalistes, à quelques exceptions près, vous n'êtes que des facilitateur.trice.s d'acceptation de la violence des États . Vous êtes donc dans les premier.e.s responsables des conséquences mortelles qui se profilent pour l'humanité et pour une bonne partie des formes de vie qui nous environnent !

Vous passez votre vie à vous terrer derrière votre hiérarchie bien pratique pour ne pas chercher trop loin les infos qui dérangerait cet ordre bien établi (ordre de marche vers la mort). Votre carrière rêvée est une belle route sans chicanes ni tranchées. Quand vous ne faites pas dans la comm d'entreprise, vous bossez pour la plupart d'entre vous dans des canard boiteux et gerbant comme ouest torche, le figaro, libé ou le monde et tous ces autres tas de merde, régionnaux ou non... Le fric et cette carrière rêvée est votre seul but dans la vie. Finalement, vous auriez aussi bien pu faire flic ou courtier.ère ou homme/femme d'affaires (c'est un peu ce que vous faites d'ailleurs en les couvrant, bande de minables!). Si vous avez eu la faiblesse de vous reproduire, tel les flics, n'oubliez pas de bien lobotiser vos mômes afin qu'ils vous gardent un minimum de respect...

La façon que vous avez de retranscrire ce qui se passe sur la Zad n'est qu'une caricature de la retranscription de la vérité (pour rester local, mais c'est tout pareil quand vous « bosser » sur des sujets plus éloignés sans aucunes mesures bien plus désastreux...) ! Vos écrits et paroles sont vraiment bien pesées et agencées : bravo ! Elle ne dérangent ni flics ni préfet.e.s ou autres salauds assermentés plus ou moins haut placé ! Elle ne doivent surtout ne pas déranger non plus Mme et Mr Toutlemonde, bien calées dans leur cannapouz, et qui pourrait être « choquées » par la violence de l'État qui les maintient dans une mort lente et une petite vie de merde ! Plutôt que réveiller les consciences, vos paroles sont ciselées (ou plutôt bien lissées) pour les endormir. C'est ce que l'on vous a si bien enseigné et que vous avez si bien intégré, sans faire de vague et en niant et tuant votre intelligence et votre liberté (si vous en avez jamais eu)...

Vous laissez les gens qui s'opposent et résistent courageusement se faire démonter, mutiler et encager par le pouvoir sans dénoncer cette violence d'État (sa grande spécialité, ici comme ailleurs), ou alors juste du bout des lèvres, histoire de faire crédible (dans le meilleurs des cas hein!). Vos articles ne dépasseront pas la frontière qui sépare votre belle carrière de lâches d'une réelle honnêteté professionnelle ! Votre incapacité de remettre en question votre rôle dans la société est juste criminelle (ne faites pas semblant de l'ignorer, vous autres, les champion.ne.s du déni et de l'hypocrisie) !

Lâchez votre boulot, vous êtes trop nul.le.s ! Allez plutôt cirer des pompes sur les trottoirs, avec la langue, comme des chiens et chiennes que vous êtes ! Votre vie n'a pas plus de valeur que celle d'un flic, car elle est aussi pourrie de soumission criminelle et de renonciation à toute dignité (celle que l'on perd en crachant sur son libre-arbitre d'êtres humains) ! Bande de réactionnaires puant.e.s !

Grâce à vous, la société restera ce qu'elle est : un boulevard vers la mort sur lequel déambulent des zombis qui se croient des vivant.e.s et qui s'enorgueillissent d'être les plus gros cannibales de cette terre qui vacille, imbu.e.s du patriotisme que vous leur distillez jour après jour... Toute tentative concrète d'échapper à ce monde, à cette façon d'être et de penser, de créer d'autres alternatives pour un autre mode de "vivre ensemble" (non incluses dans cette démarche citoyenne que l'on connaît et qui marche si bien... qu'on en crève), est tuée assassinée par vous et vos semblable.

Vous êtes aussi détestables que ces criminels assermentés que vous couvrez, ne l'oubliez jamais bande de crevar.de.s !!!

ZAD : Au dodo ou aux chiottes les keufs?!

Bonjour, nous sommes des précaires de l'industrie agro-alimentaire travaillant avec l'entreprise Oceane restauration à Fégréac. Nous avons décidé d'agir en soutien avec la ZAD de Notre dames des Landes. Un ingrédient mystère et non-létal agrémentera un repas des forces de l'ordre actuellement présentes à NDDL.Nous voulons leur donner l'occasion de goûter à leur tour à l'empoisonnement du bocage. Au dodo, ou aux chiottes les keufs?!

Avec tout notre soutien pour toutes les personnes qui résistent à la ZAD et ailleurs!

Océane de Restauration :

Siège : 1 avenue Louis de Cadoudal – Luscanen 56880 Ploeren 02 97 44 54 50 contact.oceane@caterine.fr

Cuisine de Fégréac : Parc de l'Illette 44460 Fégréac

Cuisine de Mauron : Rue du Pont de Gué 56430 Mauron

ILS COUPENT, ON REPOUSSE - Réoccupation et reconstruction permanente sur la ZAD de Notre Dame des Landes

ILS COUPENT, ON REPOUSSE

Réoccupation et reconstruction permanente sur la ZAD de Notre Dame des Landes

Si les jours sombres se poursuivent, que l'occupation militaire se fait quotidienne, que la fatigue saisi les corps et les esprits, que la détermination et l'espoir de lendemains aussi sauvages qu'ils le furent par le passé s'érodent, nous sommes encore là, debout sur les barricades, le point levé et l'envie au cœur. Nombreuses et nombreux s'affairent déjà à imaginer demain, reconstruire la marge, continuent à faire vivre l'existant avec un trou béhant dans l'ame, prêt à y loger ses voisins et voisines expulsées.

La stratégie gouvernementale a le vent en poupe. Elle a parié sur la bonne vieille méthode du contrôle d'identité collectif, celle qui vise à conserver dans la nasse les plus combatifs, les plus déterminés, celles et ceux qui se sentent assez légitime pour ne pas avoir à justifier leur présence et collaborer au fichage de leurs vies.

Pour la première fois la Zad de Notre dame des landes, celle du collectif, a échoué !

Elle a laissé dans la nasse celles et ceux qui refusaient de prouver leur légitimité, bien que réelle, pour assurer un sursis à celles et ceux qui accepteraient de rentrer dans un droit de façade.

Les habitations non fichées sont détruites et ce qu'il reste de la Zad est en sursi. La seule certitude qu'il nous reste c'est la volonté de reconstruire la marge, redonner un toit à celle et ceux qui sont allés au bout de leurs convictions, qui ont refusé de jouer avec Mme la préfète, ses chefs et sous chefs. Même si nous avons affirmés nos divisions stratégiques en interne, nous sommes tous et toutes unies dans cet objectif commun de reconstruction, de réappropriation des espaces de vie, de lutte et d'activité. La Zad est indéracinable même si parfois nous nous déchirons quant aux choix collectifs à faire.

Il y a de nouveaux lieux à construire, de nouveaux espaces à dédier, avec celles et ceux d'hier et celle et ceux de demain.

Nous appelons chacun et chacune qui le peuvent à rejoindre la Zad avec toute la volonté nécessaire pour ériger l'avenir.

Nous appelons chacun et chacune à rejoindre les fronts sociaux qui avec nous sont les principaux remparts au gouvernement et son monde.

Des occupantes et occupants de la ZAD de Notre Dame des Landes